

**INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER**

**LES NOTES  
DE L'INSTITUT D'ÉMISSION**

**Panorama  
de l'activité bancaire  
dans les DOM en 2005**

**Janvier 2007**



# INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

SIEGE SOCIAL

5, rue Roland Barthes 75598 PARIS Cedex 12



## SOMMAIRE

	<b>Pages</b>
<b>Préambule</b>	<b>3</b>
<b>I. LES EVOLUTIONS DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER DANS LES DOM EN 2005</b>	<b>5</b>
I.1 Stabilité du nombre d'intervenants en 2005	6
I.2 Le poids des principaux établissements	7
I.3 Un redéploiement des guichets bancaires	7
I.4 Le nombre de comptes bancaires à la clientèle et de cartes bancaires	8
<b>II. L'ACTIVITE BANCAIRE : EVOLUTION DES DEPOTS ET DES CREDITS DES BANQUES A STATUT JURIDIQUE LOCAL</b>	<b>10</b>
<b>III. LA FORMATION DU PNB ET L'EVOLUTION DES MARGES</b>	<b>14</b>
III.1 La formation du PNB	14
III.2 Coûts et rendement	16
<b>IV. LES COUTS DE STRUCTURE ET LA PRODUCTIVITE</b>	<b>17</b>
IV.1 La consommation du PNB	17
IV.2 La productivité	18
<b>V. LA CHARGE DES RISQUES ET LA SINISTRALITE</b>	<b>19</b>
V.1 Les créances douteuses et le provisionnement : l'assainissement des portefeuilles se poursuit	19
V.2 La charge des risques : des dotations nettes aux provisions toujours négatives dans les DFA, en hausse dans l'océan Indien	20
<b>VI. LES RESULTATS</b>	<b>21</b>
<b>VII. L'EVOLUTION DES TAUX D'INTERET DES CREDITS AUX ENTREPRISES DANS LES DOM</b>	<b>22</b>
VII.1 Les taux des concours à court terme	23
VII.2 Les taux des concours à moyen et long terme	25

<b>ANNEXES</b>	27
<b>ANNEXE 1 : Echantillons et méthodologies</b>	29
<b>ANNEXE 2 : Bilans et comptes de résultat agrégés par zone géographique</b>	32
<b>ANNEXE 3 : Principaux faits monétaires et financiers en 2005</b>	36
<b>ANNEXE 4 : Répartition des établissements de crédit intervenant dans les DOM et les collectivités d'outre-mer</b>	38

*Cette étude s'intéresse au système bancaire dans les départements et collectivités d'outre-mer (DCOM) : son organisation, son activité, ses performances et ses résultats. Elle s'inspire, toutes proportions gardées à l'échelle réduite des économies ultramarines, de la première partie du rapport annuel de la Commission Bancaire, consacrée au système bancaire et financier français. Privilégiant l'analyse des bilans des établissements de crédit à celle des statistiques monétaires d'actifs et de passifs des agents économiques résidant dans les DOM, le périmètre de l'étude s'en trouve circonscrit aux seuls établissements de crédit à statut juridique local.*

*La première partie, consacrée à la structure du système bancaire dans les DCOM, met en évidence les principales évolutions suivantes :*

- une stabilité en 2005 du nombre d'intervenants dans les DCOM ;*
- un redéploiement du nombre de guichets bancaires.*

*La suite de l'étude (§II à VI) développe une analyse de l'activité et des résultats des quatorze banques à statut juridique local. Les sociétés financières sont écartées de cette analyse pour des raisons d'homogénéité, ainsi que les banques dont le siège social réside en métropole, car il apparaît difficile de régionaliser leurs résultats : une partie des charges est en effet parfois supportée par leur maison mère hors des zones ultramarines étudiées ; il peut en aller de même pour certaines ressources, susceptibles d'être regroupées au niveau des sièges métropolitains.*

*En termes de représentativité, les établissements de l'échantillon étudié collectent 68 % des dépôts et distribuent 59 % des crédits dans les Départements français d'Amérique. Ils concentrent, 72 % des dépôts et 65 % des crédits<sup>1</sup> de la zone océan Indien.*

*L'analyse met en exergue les points suivants :*

*– sur l'année 2005, la progression des emplois clientèle a été importante (+ 12 % dans les DFA, + 16 % dans l'océan Indien), tout comme celle des dépôts (respectivement + 5,5 % et + 10 %). Le contexte économique favorable explique la bonne orientation de l'activité bancaire dans DFA et dans l'océan Indien ;*

*– les Produits Nets Bancaires se sont également appréciés, toutefois sur des rythmes moins soutenus. Celui des établissements bancaires de la zone DFA (+ 2,4 %) a notamment bénéficié du redressement des activités commerciales, après plusieurs années difficiles. Le PNB des banques de l'océan Indien (+ 1,5 %) a surtout été amputé par de moindres plus-values sur titres, il est vrai après une année 2004 exceptionnelle ;*

*– une bonne maîtrise des coûts de structure a permis une progression significative du RBE dans les deux zones (+ 8,5 % dans les DFA et + 6,2 % dans l'océan Indien). Nonobstant, la rentabilité finale des établissements s'est dégradée en liaison avec l'accroissement du coût du risque, notamment dans l'océan Indien. Cet impact a toutefois été atténué par des reprises nettes sur le Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG).*

*La fin de l'étude (§ VII) retrace l'évolution des taux d'intérêt pratiqués pour les différentes catégories de crédit aux entreprises par un échantillon de 16 banques locales. Dans l'ensemble, le coût du crédit reste plus élevé dans les départements d'outre-mer qu'en métropole, mais l'écart tend à se réduire.*

---

<sup>1</sup> Dans le rapport de la Commission bancaire, l'analyse des résultats est effectuée en 2005 sur les sept principaux groupes bancaires français.





## I. LES EVOLUTIONS DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER EN 2005

A l'exception des caisses de crédit municipal, toutes les catégories d'établissements de crédit (définies en application de l'article L 511-9 du Code Monétaire et Financier) sont présentes dans les DOM, la collectivité départementale de Mayotte et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon :

- les banques commerciales ;
- les banques mutualistes et coopératives ;
- les sociétés financières ;
- les institutions financières spécialisées ;
- deux établissements assimilés<sup>1</sup>.

Les différentes banques se distinguent en fonction du cadre juridique et de leur périmètre d'intervention :

- les établissements disposant d'une autonomie juridique locale :
  - dont l'activité est limitée à un seul département : BNP Paribas Guadeloupe, BNP Paribas Martinique, BNP Paribas Guyane, BNP Paribas Réunion, Banque des Iles de Saint-Pierre-et-Miquelon, Crédit Saint-Pierrais ;
  - dont l'activité s'exerce sur plusieurs départements ou collectivités : Banque française commerciale Antilles-Guyane (BFCAG), Banque des Antilles françaises (BDAF), Société générale de banque aux Antilles (SGBA), Banque de la Réunion (BR), Banque française commerciale océan Indien (BFCOI) ;
- les banques mutualistes et coopératives : les Caisses régionales de crédit agricole, les Caisses d'épargne, la Bred-Banque Populaire, la Fédération du Crédit mutuel Antilles-Guyane, la Caisse régionale de crédit maritime mutuel d'Outre-mer, la Casden ;

Interviennent également dans le financement des agents économiques :

- les sociétés financières, filiales de divers réseaux : Somafi, Soguafi, Sorefi et Réunibail (Groupe General Electric), Sagefi (RR investissements), Crédit moderne Guyane, Antilles et océan Indien (Cetelem), Sofider, Sofiag et Bred-Cofilease (Bred-BP), Natexis et Factorem (BP), Slibail (Financière Océor, groupe Caisse d'épargne), Etoile Crédit océan Indien (Groupe Etoile), Compagnie financière de Bourbon (groupe Bourbon), la Coopérative Immobilière des Iles Saint-Pierre-et-Miquelon, la Compagnie générale d'affacturage ;

---

<sup>1</sup> la Caisse des Dépôts et Consignations et La Poste, institutions non soumises à la Loi bancaire. A noter que La Banque Postale est entrée en activité à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006.

• **les institutions financières spécialisées** : l'Agence française de développement (AFD), Oséo-BDPME et sa filiale Sofaris (représentées par l'AFD), Dexia (Crédit local de France) et la Compagnie de financement foncier (CFF).

## I.1 Stabilité du nombre d'intervenants en 2005

Alors qu'en 2004 le mouvement de concentration avait été marqué, notamment à la Réunion et en Guyane, l'amplitude des variations a été moindre en 2005, suivant les évolutions suivantes :

- la Caisse régionale de crédit maritime mutuel d'Outre-mer (CRCMMOM) est née de la fusion-absorption des Caisses de la Martinique et de la Réunion par celle de Guadeloupe. La BRED possède 25 % du capital de cette nouvelle entité ;
- le processus de rapprochement des Caisses d'épargne de l'Outre-mer s'est poursuivi : la Caisse d'épargne de la Guadeloupe a été absorbée par la Caisse d'épargne Provence Alpes Corse Réunion ; l'agence de la Banque des Iles de Saint-Martin a été reprise par la Banque des Antilles françaises.

A fin 2005, 46 établissements<sup>1</sup> interviennent dans les DCOM, dont 39 installés localement, et 7 non installés mais intervenant localement<sup>2</sup>. Ils se répartissent de la façon suivante :

	2003	2004	2005
<b>Etablissements de crédit locaux</b>			
Banques	11	11	11
Banques mutualistes ou coopératives	10	10	9
Sociétés financières	19	16	17
Etablissements non soumis à la loi bancaire	1	1	1
Institutions financières spécialisées	1	1	1
<b>Total E.C. locaux (1)</b>	<b>42</b>	<b>39</b>	<b>39</b>
<b>Etablissements de crédit hors zone d'émission représentés ou intervenant localement</b>			
Banques mutualistes ou coopératives	2	2	2
Institutions financières spécialisées	3	3	3
Etablissements non soumis à la loi bancaire	1	1	1
Institutions financières étrangères	1	1	1
<b>Total E.C. hors zone d'émission représentés (2)</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>7</b>
<b>Total E.C. (1 + 2)</b>	<b>49</b>	<b>46</b>	<b>46</b>

<sup>1</sup> Cf. Annexe 4 : « Répartition des établissements de crédit intervenant dans les DOM et les collectivités d'outre-mer », page 38.

<sup>2</sup> Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement.

## I.2 Le poids des principaux établissements

A la Réunion, le poids des trois premiers établissements est quasi stable, que ce soit en termes de collecte des dépôts (+ 0,8 point) ou de distribution de crédits (+ 0,2 point).

En Guyane, en revanche, le poids des principaux établissements recule de 1,7 point tant sur les dépôts que sur les crédits. Leur poids demeure important, en raison essentiellement du faible nombre d'implantations.

Enfin, aux Antilles, les deux départements connaissent des évolutions opposées sur la distribution des crédits : alors que le poids des trois principaux établissements recule de 2 points à la Guadeloupe, il progresse de 0,8 point à la Martinique. Sur la collecte des dépôts, la concentration s'intensifie, bien que de façon plus marquée à la Martinique (+ 1 point contre + 0,1 point à la Guadeloupe).

	Crédits			Dépôts		
	déc-04	déc-05	écart	déc-04	déc-05	écart
Guadeloupe	47,3	45,3	-2,0	60,5	60,6	0,1
Martinique	49,3	50,1	0,8	58,4	59,4	1,0
Guyane	55,1	53,4	-1,7	74,7	73,0	-1,7
Réunion	58,1	58,3	0,2	62,9	63,7	0,8
Moyenne	52,5	51,8	0,7	64,1	64,2	0,0

## I.3 Un redéploiement des guichets bancaires

Un redéploiement de l'équipement bancaire s'est opéré en 2005. Alors que l'année 2004 avait enregistré la fermeture de 8 guichets bancaires, ce sont 13 nouveaux guichets permanents qui ont été ouverts en 2005. Ces variations en sens contraire n'ont touché que le seul réseau des banques mutualistes. L'installation de nouveaux DAB-GAB se poursuit, elle, sans discontinuer, d'année en année.

### Nombre de guichets

	2003	2004	2005
<b>Guichets bancaires</b>	<b>332</b>	<b>324</b>	<b>337</b>
Banques	123	123	124
Banques mutualistes ou coopératives	209	201	213
<b>Guichets automatiques</b>	<b>942</b>	<b>1 014</b>	<b>1 056</b>
Banques	254	292	312
Banques mutualistes ou coopératives	503	520	537
La Poste	185	202	207

En 2005, on dénombre dans les DCOM un guichet bancaire pour 5 897 habitants contre un guichet bancaire pour 2 316 habitants en métropole.

La Guadeloupe, la Martinique et Saint-Pierre-et-Miquelon disposent d'une densité de guichets bancaires supérieure à cette moyenne des DCOM (respectivement un guichet pour 4 398 habitants, un pour 4 072 et un pour 1 263 habitants), au contraire de la Réunion, la Guyane et Mayotte (respectivement un pour 7 176, un pour 13 643 et un pour 16 700).

**Nombre d'habitants par guichet**

	2003	2004	2005
<b>Nombre d'habitants par guichet bancaire</b>			
Guadeloupe	4 029	4 475	4 398
Guyane	15 396	15 417	13 643
Martinique	3 965	4 094	4 072
Réunion	7 744	7 482	7 176
Saint-Pierre et Miquelon	1 271	1 271	1 263
Mayotte	18 537	16 700	16 700
<b>Total DCOM</b>	<b>5 880</b>	<b>6 042</b>	<b>5 897</b>
<b>Métropole</b>	<b>2 401</b>	<b>2 363</b>	<b>2 316</b>
<b>Nombre d'habitants par guichet automatique</b>			
Guadeloupe	1 926	1 854	1 770
Guyane	3 079	2 846	2 729
Martinique	1 344	1 314	1 299
Réunion	2 302	2 024	1 977
Saint-Pierre et Miquelon	1 059	1 059	1 053
Mayotte	6 417	5 964	5 964
<b>Total DCOM</b>	<b>2 073</b>	<b>1 931</b>	<b>1 882</b>
<b>Métropole</b>	<b>1 475</b>	<b>1 426</b>	<b>1 359</b>

En ce qui concerne les DAB-GAB, on en dénombre en moyenne un pour 1 882 habitants en 2005 dans les DCOM. Saint-Pierre-et-Miquelon et la Martinique sont les mieux équipés, avec respectivement un DAB-GAB pour 1 053 habitants et un pour 1 299 habitants, soit une densité supérieure à celle de la France métropolitaine qui compte un DAB-GAB pour environ 1 359 habitants.

#### **I.4 Le nombre de comptes bancaires à la clientèle et de cartes bancaires**

Le nombre de comptes bancaires détenus par les habitants des départements d'outre-mer et des collectivités de Saint-Pierre-et-Miquelon et Mayotte a augmenté de 1 % en 2005, s'établissant à plus de 4,4 millions. Le rythme de progression s'est toutefois ralenti en 2005, après la hausse de 3,9 % enregistrée en 2004.

**Nombre de comptes bancaires à la clientèle**

	2003	2004	2005
Nombre total de comptes bancaires	4 201 734	4 365 219	4 407 320

C'est à Saint-Pierre-et-Miquelon et à la Martinique que le nombre de comptes bancaires par habitant est le plus élevé avec plus de trois comptes par habitant. Inversement, à Mayotte, la bancarisation est relativement faible avec 0,45 compte par habitant. A l'exception notable de la Martinique, la bancarisation progresse ses dernières années dans chacune des géographies.

**Nombre de comptes bancaires par habitant**

	2003	2004	2005
Guadeloupe	2,45	2,54	2,52
Guyane	1,25	1,33	1,34
Martinique	3,05	3,08	3,02
Réunion	2,13	2,22	2,22
Saint-Pierre et Miquelon	3,10	3,09	3,13
Mayotte	0,33	0,41	0,45
<b>Total DCOM</b>	<b>2,15</b>	<b>2,23</b>	<b>2,22</b>

Le nombre de cartes bancaires en circulation avoisine 1,3 million. Alors que l'on avait assisté en 2004 à une hausse soutenue du nombre de cartes avec 7,2 %, la croissance en 2005 a été moins vive avec 2,1 %.

**Nombre de cartes bancaires en circulation**

	2003	2004	2005
Nombre total de cartes bancaires	1 173 264	1 257 170	1 283 099

## II. L'ACTIVITE BANCAIRE : EVOLUTION DES DEPOTS ET DES CREDITS DES BANQUES A STATUT JURIDIQUE LOCAL

En liminaire, il convient de rappeler que les conditions d'exploitation des banques à statut juridique local, décrites ci-après, ne reflètent pas nécessairement, en niveau comme en tendance, celles de l'ensemble des établissements locaux.

Au 31 décembre 2005, l'activité des 14 banques à statut juridique local analysées représente :

- 68 % de la collecte des dépôts des établissements installés localement<sup>1</sup> dans les DFA (70 % au 31 décembre 2002), et 72 % dans l'océan Indien (72 % au 31 décembre 2002) ;
- 60 % de la distribution des crédits dans les DFA (58 % au 31 décembre 2002) et 69 % dans l'océan Indien (63 % au 31 décembre 2002).

### Analyse comparative de l'activité des établissements de crédit locaux en 2005

(montants en millions d'euros)

	DFA		OCEAN INDIEN	
	EC LOCAUX	EC A STATUT JURIDIQUE LOCAL	EC LOCAUX	EC A STATUT JURIDIQUE LOCAL
	<b>24 EC</b>	<b>10 EC</b>	<b>19 EC</b>	<b>4 EC</b>
	13 banques 8 stés financières 1 institution financière spécialisée La Poste Trésor public (activité résiduelle)	10 banques	7 banques 9 stés financières 1 institution financière spécialisée La Poste Trésor public (activité résiduelle)	4 banques
<b>DEPOTS</b>	<b>8 221</b>	<b>5 565</b>	<b>6 439</b>	<b>4 661</b>
<b>Poids dans l'activité des EC locaux (en %)</b>	<b>100%</b>	<b>68%</b>	<b>100%</b>	<b>72%</b>
<b>Evolution 2004/2005 (en millions)</b>	<b>796</b>	<b>291</b>	<b>561</b>	<b>442</b>
<b>Evolution 2004/2005 (en %)</b>	<b>10,7%</b>	<b>5,5%</b>	<b>9,5%</b>	<b>10,5%</b>
		<i>hors épargne collectée par les CRCA pour le compte de la CNCA</i>		<i>hors épargne collectée par les CRCA pour le compte de la CNCA</i>
<b>CREDITS BRUTS</b>	<b>7 815</b>	<b>4 727</b>	<b>8 964</b>	<b>6 210</b>
<b>Poids dans l'activité des EC locaux (en %)</b>	<b>100%</b>	<b>60%</b>	<b>100%</b>	<b>69%</b>
<b>Evolution 2004/2005 (en millions)</b>	<b>854</b>	<b>463</b>	<b>1 164</b>	<b>855</b>
<b>Evolution 2004/2005 (en %)</b>	<b>12,3%</b>	<b>10,9%</b>	<b>14,9%</b>	<b>16,0%</b>

<sup>1</sup> Hors la collecte réalisée par les CRCA pour le compte de la CNCA.

Dans les DFA<sup>1</sup>, la progression du total de bilan des établissements bancaires de l'échantillon a connu une légère accélération (+ 7,7 % contre + 6,7 % au 31/12/2004). Elle est directement tirée par la hausse de 12 % des encours de crédits, sur un marché dont la hausse des encours s'établit à 7,8 %. Cette augmentation des emplois a été financée par un développement de la collecte des dépôts (+ 5,5 %, sur un marché affichant une croissance de 6,1 %) et par la mobilisation de la trésorerie des établissements.

**Bilan agrégé dans les DFA**

*en millions d'€*

	31/12/2002	31/12/2003	31/12/2004	31/12/2005	Var. 05/04
<b>ACTIF</b>					
Opérations de trésorerie	2 101,4	2 070,7	2 391,5	2 509,3	4,9%
Opérations avec la clientèle	3 416,2	3 588,0	3 832,1	4 292,1	12,0%
Opérations diverses	671,0	606,5	468,1	422,5	-9,7%
Valeurs immobilisées	206,9	213,3	222,4	220,5	-0,9%
<b>Total de bilan</b>	<b>6 395,4</b>	<b>6 478,5</b>	<b>6 914,1</b>	<b>7 444,4</b>	<b>7,7%</b>
<b>PASSIF</b>					
Opérations de trésorerie	557,1	481,4	739,0	965,0	30,6%
Opérations avec la clientèle	4 960,0	5 129,3	5 274,7	5 565,1	5,5%
Opérations diverses	400,7	351,1	356,6	441,5	23,8%
Capitaux propres	477,6	516,7	543,8	472,8	-13,1%

Si le solde des opérations de trésorerie a diminué en 2005 (- 6,5 % sur un an), cela n'altère toutefois pas la position structurellement prêteuse des établissements des DFA qui disposent d'un solde de trésorerie positif de 1 544 millions d'€.

**Solde par type d'opérations (DFA)**

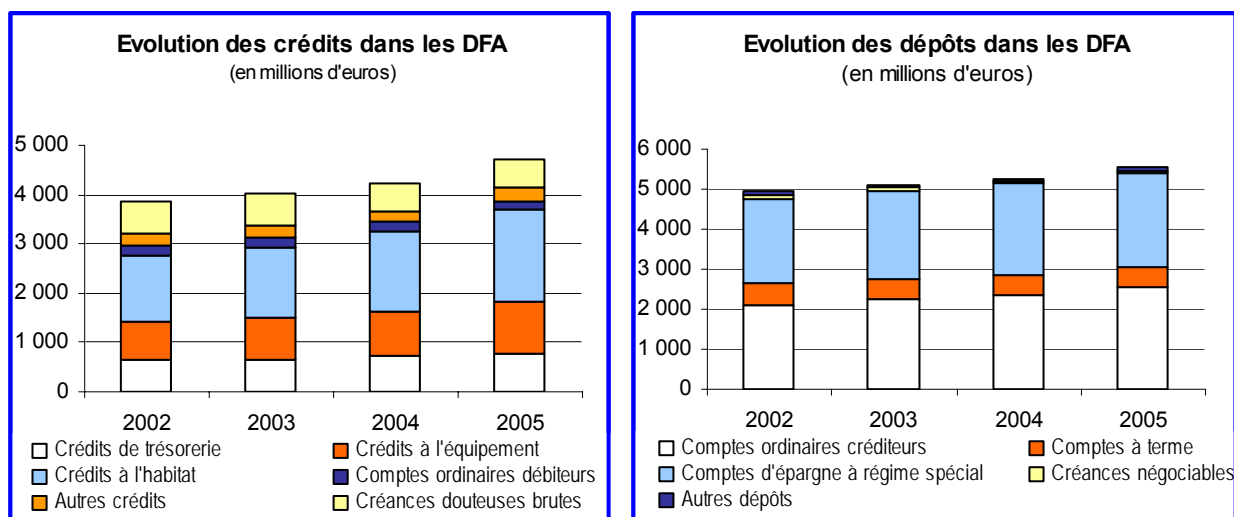
*en millions d'€*

	31/12/2002	31/12/2003	31/12/2004	31/12/2005	Var. 05/04
Opérations avec la clientèle	1 543,9	1 541,3	1 442,6	1 273,0	-11,8%
Opérations sur titres et diverses	-270,3	-255,3	-111,5	19,0	-117,0%
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	270,7	303,3	321,4	252,3	-21,5%
Capacité de placement (+) ou besoin de financement (-)	1 544,3	1 589,3	1 652,5	1 544,3	-6,5%
Opérations de trésorerie	-1 544,3	-1 589,3	-1 652,5	-1 544,3	-6,5%

**Au sein des emplois**, les crédits à l'équipement et ceux à l'habitat enregistrent les plus fortes progressions (respectivement + 17,6 % et + 15,1 %), les crédits de trésorerie progressant plus modérément (+ 5,2 %). Ces évolutions financières recourent l'analyse de la conjoncture économique qui distingue l'investissement, des ménages et des entreprises, comme principal moteur de la croissance économique dans les DFA en 2005.

Par ailleurs, l'assainissement des portefeuilles s'est poursuivi, le total des créances douteuses brutes enregistrant un nouveau recul de 1,8 %. Son rythme est toutefois en net ralentissement sur un an (- 6,0 % en 2004).

<sup>1</sup> Cf. bilan et compte de résultats agrégés en annexe 2.



Concernant les **dépôts**, la collecte a été particulièrement favorable pour les dépôts à vue (+ 7,9 %) alors que les dépôts rémunérés, que ce soit au taux du marché ou à des conditions réglementées, progressent plus faiblement (respectivement + 1,9 % et + 2,7 %), en relation avec le niveau historiquement bas des taux d'intérêts servis tout au long de l'année 2005.

Dans l'**océan Indien**<sup>1</sup>, le total de bilan des banques analysées a progressé de 14,2 %, soit à un rythme deux fois plus rapide que dans les DFA. A l'actif de ces bilans, ce sont les encours de crédit qui progressent le plus vivement (+ 16,0 %), financés par un développement de la collecte des dépôts (+ 10,5 %) et par le recours accru au marché interbancaire (+ 26,7 %).

Bilan agrégé dans l'océan Indien

		en millions d'€				
		31/12/2002	31/12/2003	31/12/2004	31/12/2005	Var. 05/04
<b>ACTIF</b>	Opérations de trésorerie	572,9	531,7	818,3	913,9	11,7%
	Opérations avec la clientèle	4 043,5	4 407,2	5 154,6	5 977,6	16,0%
	Opérations diverses	476,8	414,5	407,1	427,8	5,1%
	Valeurs immobilisées	163,7	234,5	257,9	260,4	1,0%
	<b>Total de bilan</b>	<b>5 257,0</b>	<b>5 587,9</b>	<b>6 637,9</b>	<b>7 579,8</b>	<b>14,2%</b>
<b>PASSIF</b>	Opérations de trésorerie	790,7	806,6	1 481,5	1 877,2	26,7%
	Opérations avec la clientèle	3 680,4	3 934,4	4 219,1	4 660,5	10,5%
	Opérations diverses	163,0	171,8	216,5	247,4	14,3%
	Capitaux propres	622,9	675,1	720,9	794,7	10,2%

La position emprunteuse des banques de l'océan Indien s'est accentuée de 45 %. Elles affichent, à la fin de l'année 2005, une position nette emprunteuse avoisinant 1 milliard d'euros.

<sup>1</sup> Cf. bilan et compte de résultats agrégés en annexe 2.



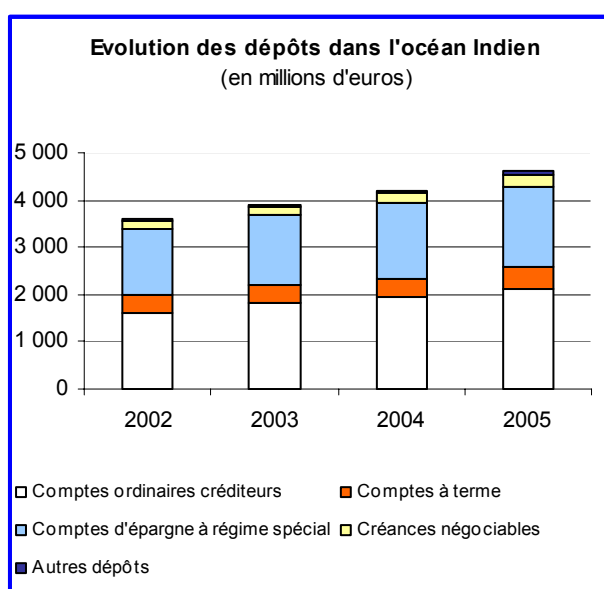
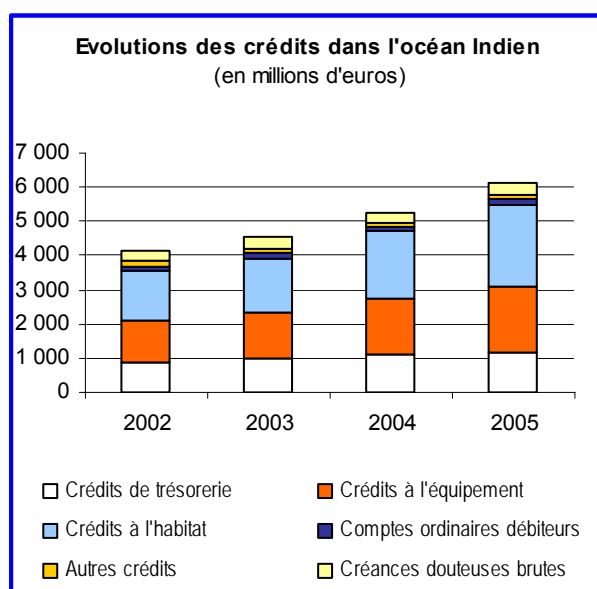
Solde par type d'opérations (OI)

en millions d'€

	31/12/2002	31/12/2003	31/12/2004	31/12/2005	Var. 05/04
Opérations avec la clientèle	-363,1	-472,8	-935,6	-1 317,2	40,8%
Opérations sur titres et diverses	-313,8	-242,8	-190,6	-180,4	-5,4%
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	459,2	440,6	463,1	534,3	15,4%
Capacité de placement (+) ou besoin de financement (-)	-217,7	-274,9	-663,1	-963,3	45,3%
Opérations de trésorerie	217,7	274,9	663,1	963,3	45,3%

La croissance des **crédits** des établissements de l'échantillon est particulièrement dynamique avec + 16 %, sur un marché dont l'encours total progresse de 11 %. Ces évolutions coïncident avec la contribution positive des investissements et de la consommation des ménages aux bons résultats de la croissance économique dans cette zone géographique en 2005.

Enfin, après leur contraction en fin d'année 2004, les créances douteuses brutes progressent au 31 décembre 2005 de 11 %.



Les **dépôts** enregistrent une croissance soutenue (+ 10 % contre + 7 % en 2004), cependant légèrement en deçà de la croissance du marché (+ 13,6 %). La hausse des dépôts est alimentée en 2005 par les dépôts à vue (+ 9 %) et, d'une façon plus modérée, par les comptes d'épargne à régime spécial (+ 4,5 %), pénalisés en 2005 par leurs faibles rémunérations. Devant les bas niveaux de taux d'intérêts servis, les épargnants ont privilégié les produits bénéficiant d'un différentiel de rémunération comme les comptes à terme (+ 18 %) ou les titres de créances négociables (+ 38 %).

### III. LA FORMATION DU PNB ET L'EVOLUTION DES MARGES

En regard de l'orientation favorable de l'activité au cours de l'exercice 2005 (croissance à deux chiffres), l'évolution des **Produits nets bancaires** (PNB) apparaît paradoxalement limitée. Elle s'établit à seulement + 2,4 % dans les DFA et + 1,5 % dans l'océan Indien.

#### III.1 La formation du PNB

##### Formation et structure du PNB dans les DFA

	2002	2003	2004	2005	Var. 05/04
Opérations de trésorerie et interbancaires	10,2	9,8	6,8	8,3	22,8%
Opérations avec la clientèle	266,4	258,6	264,8	273,9	3,4%
Opérations sur titres	4,7	2,4	1,5	0,5	-68,7%
Opérations de crédit-bail et de location simple	2,6	1,5	2,6	1,7	ns
Divers	71,0	78,7	86,6	86,8	0,3%
<b>Produit net bancaire</b>	<b>354,9</b>	<b>351,0</b>	<b>362,3</b>	<b>371,1</b>	<b>2,4%</b>
Intérêts nets	207,4	197,2	196,2	204,9	4,4%
Commissions nettes	97,6	97,0	94,7	95,5	0,8%
<i>dont commissions nettes clientèle</i>	<i>88,1</i>	<i>86,1</i>	<i>88,1</i>	<i>88,4</i>	<i>0,4%</i>
Divers net	49,9	56,8	71,4	70,8	-0,9%

Dans les **DFA**, les produits d'exploitation bancaire générés par les opérations avec la clientèle ont enregistré leur première progression depuis plusieurs années. La baisse concomitante des charges d'exploitation bancaire a permis de dégager un solde d'exploitation en hausse de 3,4 % sur les opérations commerciales.

La reprise de l'activité des opérations avec la clientèle a permis d'infléchir l'érosion continue des intérêts perçus constatée ces dernières années. Le flux supplémentaire d'intérêts nets (+ 4,4 %) provient de l'accroissement des emplois clientèle qui, en outre, a conduit les banques à mobiliser une partie de leur trésorerie pour financer ces nouveaux concours à de meilleures conditions.

En revanche, le commissionnement n'a progressé que de 0,8 %, dont seulement 0,4 % pour les commissions prélevées sur les opérations avec la clientèle. Cette faible progression peut se comprendre par le niveau élevé du commissionnement déjà pratiqué dans les DFA (25,7 % du PNB), très voisin du niveau métropolitain (26 %). Les commissions représentent 30,8 % des produits sur les opérations avec la clientèle.

##### Produits des opérations avec la clientèle dans les DFA

	2002	2003	2004	2005	Var. 05/04
Produits sur intérêts	69,3%	69,1%	68,4%	69,2%	+ 0,8 pt
Commissions	30,7%	30,9%	31,6%	30,8%	- 0,8 pt

Dans **l'océan Indien**, la croissance du PNB ne profite pas pleinement de la bonne progression des produits d'exploitation (+ 5,2 %), en raison d'une augmentation deux fois plus rapide des charges bancaires (+ 10,4 %). Cette perception doit toutefois être nuancée. Les produits nets générés par les opérations avec la clientèle progressent de près de 10 %. Le gain en PNB de ces bonnes performances commerciales s'est toutefois trouvé absorbé pour moitié par l'accroissement du coût du refinancement interbancaire, et pour un tiers par la forte baisse des opérations sur titres, qui n'ont pas enregistré en 2005 le même niveau de plus-values qu'en 2004.

Les intérêts nets perçus ainsi que les commissions ont progressé de façon soutenue, respectivement de 4,5 % et de 14,5 %. Les établissements bancaires ont tiré profit de la bonne progression de leurs opérations avec la clientèle, malgré l'augmentation du coût du refinancement interbancaire. Ils ont également exploité le potentiel encore disponible sur le commissionnement de leurs services. Ce sont en revanche les opérations diverses, dans lesquelles sont logées les plus-values sur titres, qui ont pesé sur le PNB, puisqu'elles enregistrent un repli de 18,6 %.

**Formation et structure du PNB dans l'océan Indien**

	2002	2003	2004	2005	Var. 05/04
Opérations de trésorerie et interbancaires	-40,9	-41,3	-47,6	-59,3	24,7%
Opérations avec la clientèle	256,6	255,8	272,2	298,2	9,5%
Opérations sur titres	-5,6	4,1	9,9	2,6	-73,7%
Opérations de crédit-bail et de location simple	0,0	0,0	0,0	0,0	ns
Divers	60,5	61,1	70,3	67,8	-3,6%
<b>Produit net bancaire</b>	<b>270,6</b>	<b>279,7</b>	<b>304,8</b>	<b>309,2</b>	<b>1,5%</b>
Intérêts nets	171,0	164,0	179,0	187,0	4,5%
Commissions nettes	53,8	59,7	59,9	68,6	14,5%
<i>dont commissions nettes clientèle</i>	47,2	52,7	55,6	62,4	12,2%
Divers net	45,9	56,1	65,9	53,6	-18,6%

La part des commissions dans le PNB atteint 22,2 %, mais reste inférieure de 4 points aux taux enregistrés dans les DFA ou en métropole. La part des commissions dans les produits des opérations avec la clientèle est stable depuis trois ans autour de 20 %.

**Produits des opérations avec la clientèle dans l'océan Indien**

	2002	2003	2004	2005	Var. 05/04
Produits sur intérêts	82,3%	80,0%	80,3%	79,9%	- 0,4 pt
Commissions	17,7%	20,0%	19,7%	20,1%	+ 0,4 pt

### III.2 Coûts et rendement

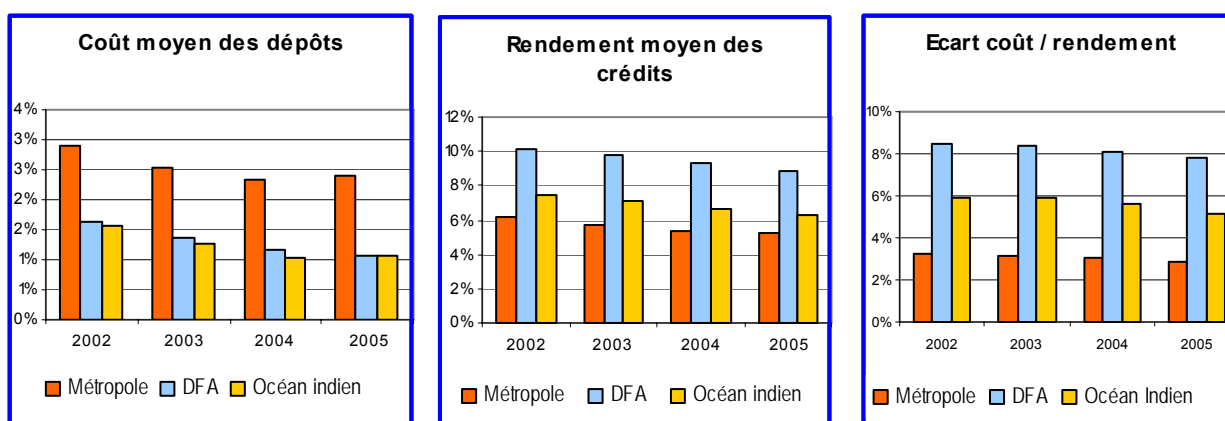
Coûts et rendement dans les DOM et en métropole

	2002	2003	2004	2005
<b>Coût moyen des dépôts</b>				
Métropole	2,89%	2,54%	2,34%	2,41%
DFA	1,62%	1,35%	1,16%	1,07%
Océan Indien	1,56%	1,25%	1,05%	1,06%
<b>Rendement moyen des crédits</b>				
Métropole	6,14%	5,71%	5,39%	5,29%
DFA	10,10%	9,74%	9,29%	8,88%
Océan Indien	7,49%	7,12%	6,66%	6,25%
<b>Ecart</b>				
Métropole	3,25%	3,17%	3,05%	2,88%
DFA	8,48%	8,39%	8,13%	7,80%
Océan Indien	5,93%	5,86%	5,62%	5,19%

Le coût moyen des dépôts, contrairement à la métropole où il progresse, mais faiblement, de 0,07 point en 2005 à la suite de la remontée des taux à court terme en fin d'année, est encore orienté à la baisse dans les DFA en 2005 et il reste stable dans l'océan Indien. Le poids des dépôts à vue, plus important dans les banques à statut juridique local des DOM qu'en métropole, explique essentiellement l'écart de coût moyen des dépôts par rapport à la métropole.

Par ailleurs, les rendements moyens des crédits diminuent dans les DOM comme en métropole, les DFA présentant toujours le rendement le plus élevé.

Au final, l'écart entre le coût des dépôts et le rendement des crédits se contracte de 33 points de base dans les DFA et de 43 points de base dans l'océan Indien. Il demeure cependant supérieur dans les banques à statut juridique local des départements d'outre-mer (7,8 % dans les DFA, 5,19 % dans l'océan Indien) qu'en métropole (2,88 %).



## IV. LES COÛTS DE STRUCTURE ET LA PRODUCTIVITE

### IV.1 La consommation du PNB

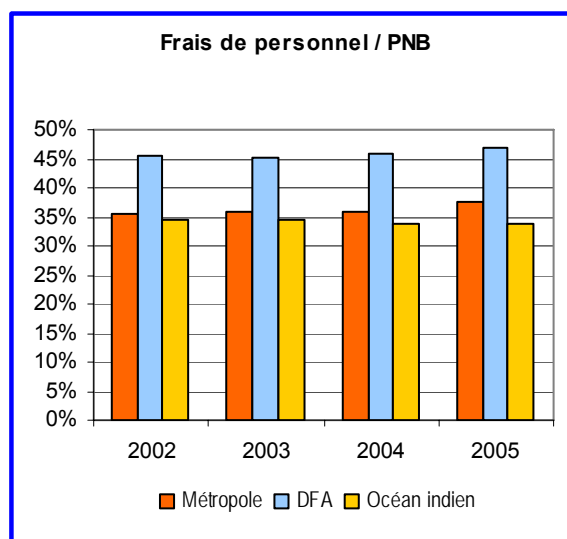
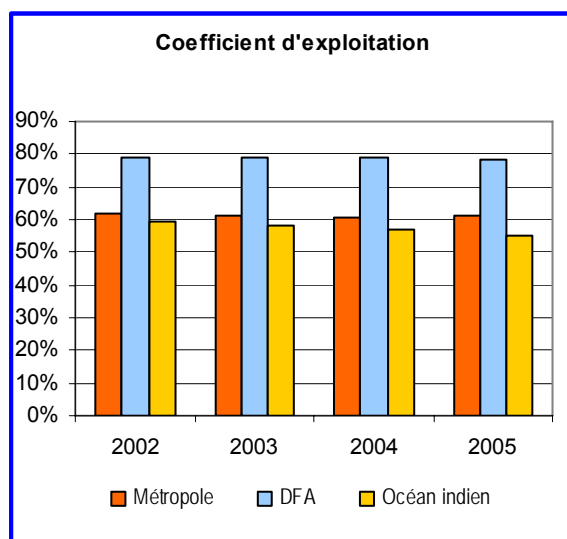
L'année 2005 a été marquée par une nouvelle amélioration du coefficient brut d'exploitation<sup>1</sup> dans les DOM, plus importante dans l'océan Indien (- 2,2 points) que dans les DFA (- 0,8 point). Dans les DFA il demeure cependant nettement supérieur à celui observé dans les établissements métropolitains.

#### Consommation du PNB

	2002	2003	2004	2005
<b>Coefficient d'exploitation</b>				
Métropole	61,9%	61,5%	60,7%	61,4%
DFA	79,1%	79,2%	79,2%	78,5%
Océan Indien	59,7%	58,4%	57,1%	54,9%
<b>Frais de personnel / PNB</b>				
Métropole	35,6%	35,9%	35,9%	37,4%
DFA	45,5%	45,3%	45,8%	46,9%
Océan Indien	34,6%	34,5%	33,8%	33,8%

La bonne performance observée dans l'**océan Indien** s'explique par une maîtrise des frais de personnel (+ 1,4 %) conjointement à une baisse significative des services extérieurs (- 9,4 %). La part des frais de personnel dans le PNB est stable en 2005.

Si les charges de services extérieurs suivent une même tendance à la baisse dans les **DFA** (- 4,2 %), les frais de personnel y ont en revanche augmenté beaucoup plus fortement (+ 5 %), soit un rythme de progression deux fois supérieur à celui du PNB. Leur part dans le PNB progresse de 1,1 point.



Au-delà de ces éléments conjoncturels, les établissements de crédit locaux pâtiennent toujours dans les DFA de problèmes liés à la lourdeur de leurs structures. Leur coefficient d'exploitation moyen avoisine 80 % et reste sensiblement plus élevé que celui des établissements métropolitains (60 %) et ceux de la zone océan Indien (55 %). Les contraintes de marché et notamment le contexte concurrentiel croissant incitent les établissements à une meilleure maîtrise de leurs frais généraux.

<sup>1</sup> Frais généraux / PNB

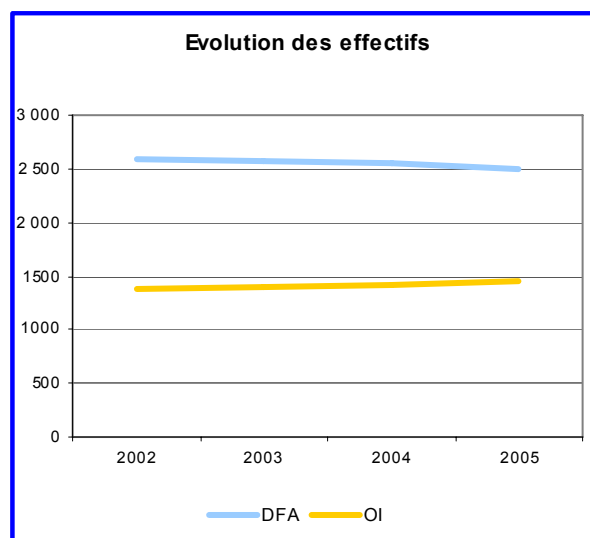
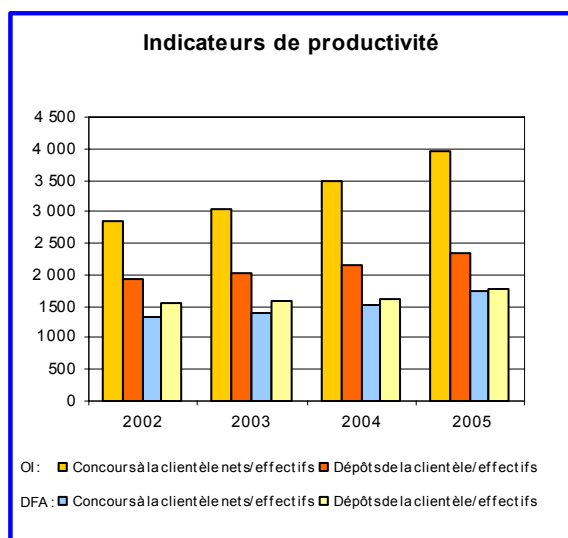
## IV.2 La productivité

### Indicateurs de productivité

	2002	2003	2004	2005	Var.
<b>Océan Indien</b>					
PNB/effectifs	196,5	199,8	214,8	213,2	-0,7%
Frais généraux/effectifs	117,3	116,6	122,8	117,1	-4,6%
Concours à la clientèle nets/effectifs	2 838,1	3 040,3	3 495,8	3 968,4	13,5%
Dépôts de la clientèle/effectifs	1 948,9	2 031,3	2 148,8	2 359,2	9,8%
<b>DFA</b>					
PNB/effectifs	136,9	136,1	141,5	148,8	5,2%
Frais généraux/effectifs	108,3	107,8	112,1	116,8	4,2%
Concours à la clientèle nets/effectifs	1 338,9	1 410,1	1 516,5	1 740,6	14,8%
Dépôts de la clientèle/effectifs	1 543,4	1 578,6	1 623,0	1 769,3	9,0%

Les effectifs des établissements bancaires dans les **DFA** ont poursuivi leur décre en 2005 (- 2,6 %) ce qui a permis, avec l'accroissement du PNB, une augmentation très nette de la productivité du travail (+ 5,2 %)(définir le concept), ainsi que du volume d'encours géré par salarié.

A l'opposé, la productivité du travail a reculé de 0,7 % dans l'**océan Indien** en 2005, en raison d'une progression des effectifs (+ 2,2 %) supérieure à celle plus modeste du PNB (+ 1,5 %). Cependant, le volume d'encours géré par salarié augmente, en raison de la forte progression des encours. Il demeure en moyenne plus de deux fois supérieur au volume géré par les salariés des DFA.



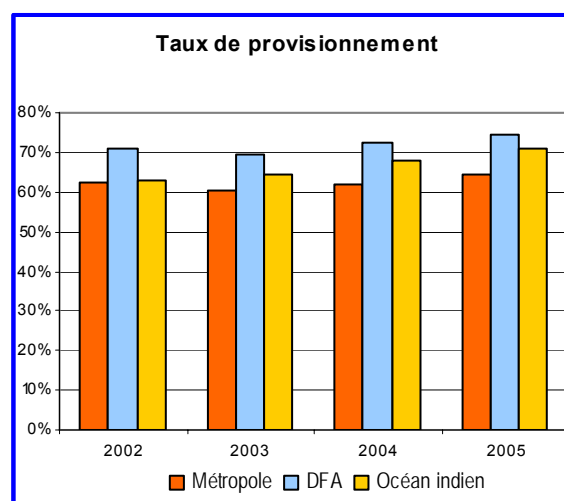
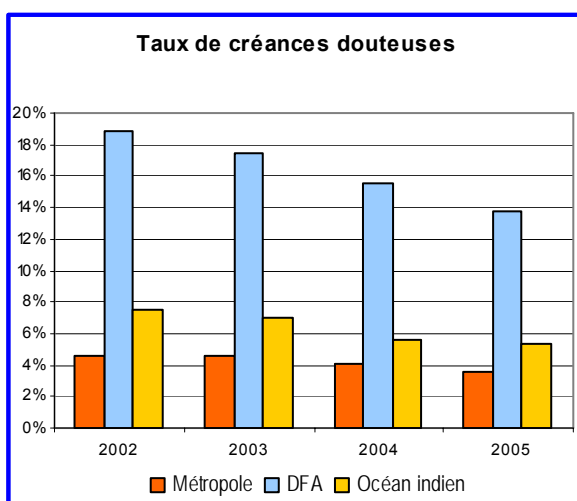
Au final, la bonne maîtrise des frais généraux a permis une progression de 6,2 % du Résultat brut d'exploitation dans l'océan Indien et de 8,5 % dans les DFA, soit des rythmes sensiblement plus élevés que ceux des PNB.

## V. LA CHARGE DES RISQUES ET LA SINISTRALITE

### V.1 Les créances douteuses et le provisionnement : l'assainissement des portefeuilles se poursuit

#### Créances douteuses dans les DOM

	31/12/02	31/12/03	31/12/04	31/12/05
<b>Océan Indien</b>				
Créances douteuses brutes	308 761	312 658	289 046	321 965
Créances douteuses nettes	113 861	111 478	92 991	93 941
Provisions	194 900	201 180	196 055	228 024
Taux de créances douteuses	7,5%	7,0%	5,6%	5,4%
Taux de provisionnement	63,1%	64,3%	67,8%	70,8%
<b>DFA</b>				
Créances douteuses brutes	753 060	722 870	679 139	667 141
Créances douteuses nettes	217 214	222 481	186 006	169 654
Provisions	535 846	500 389	493 133	497 487
Taux de créances douteuses	18,8%	17,5%	15,5%	13,8%
Taux de provisionnement	71,2%	69,2%	72,6%	74,6%



La part des créances douteuses dans le total des concours des établissements à statut juridique local affiche un nouveau recul en 2005, résultant de la poursuite de l'effort d'assainissement des portefeuilles clientèle dans les DFA et de la bonne progression des encours de crédit sur les deux zones. La proportion de créances douteuses reste toujours plus importante dans les encours des banques de la zone DFA (13,8 %). Dans l'océan Indien, leur poids est beaucoup plus faible (5,4 %) et il se rapproche du niveau métropolitain (3,6%).

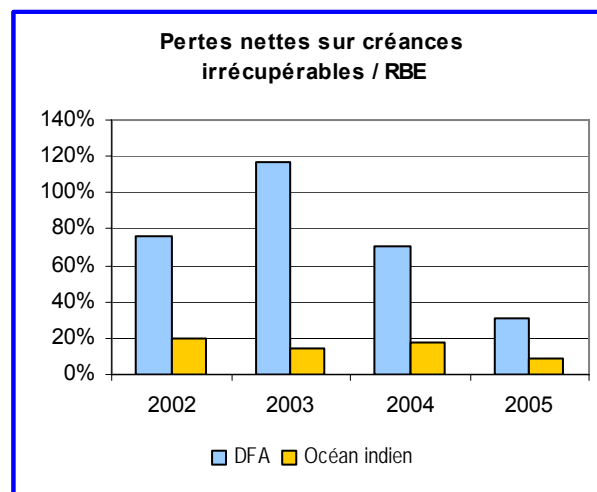
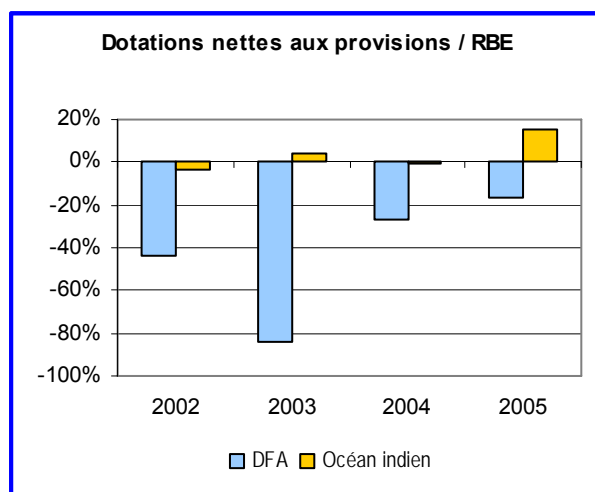
Parallèlement, le taux de provisionnement des créances douteuses des établissements à statut juridique local continue à progresser en 2005 dans les deux zones géographiques et reste largement supérieur à celui de la métropole.

## V.2 La charge des risques : des dotations nettes aux provisions toujours négatives dans les DFA, en hausse dans l'océan Indien

	2002	2003	2004	2005
<b>Dotations nettes aux provisions / RBE</b>				
DFA	-43,5%	-84,5%	-26,7%	-16,6%
Océan Indien	-3,9%	4,3%	-0,2%	15,0%
<b>Pertes nettes sur créances irrécupérables / RBE</b>				
DFA	76,5%	116,5%	70,2%	30,7%
Océan Indien	20,4%	14,1%	17,8%	9,0%

En 2005, les reprises de provisions sur créances douteuses sont toujours plus importantes que les dotations dans les DFA. Cependant, l'écart se réduit, la part des dotations nettes par rapport au Revenu brut d'exploitation passant ainsi de -26,7 % à -16,6 %. Les politiques de recouvrement intenses menées par les établissements depuis plusieurs années ne produisent plus autant d'effets, le portefeuille le moins compromis ayant été recouvré. De son côté, la part du RBE absorbée pour la couverture des pertes nettes pour créances irrécouvrables a fortement diminué, passant de 70,2 % à 30,7 %. Malgré ces évolutions favorables, le coût du risque dans les DFA se dégrade en raison de dotations nettes pour « risques et charges » qui progressent fortement. Ces dotations nettes sont liées à une opération de restructuration dans un établissement et à des provisions constituées en prévision de l'entrée en vigueur de la réforme du ratio de solvabilité. Le coût du risque absorbe au final 16 % du RBE en 2005, contre une contribution positive de 4 % il y a un an.

Dans l'**océan Indien**, contrairement à 2004, les dotations aux provisions sont plus importantes que les reprises ; les dotations nettes, absorbent 15 % du RBE en 2005. A l'inverse la part du RBE affectée à la couverture des pertes nettes pour créances irrécouvrables passe de 17,8 % à 9 %. Au final, alors qu'il contribuait aux résultats des banques en 2004, le coût du risque absorbe en 2005 près d'un tiers du Résultat brut d'exploitation. Cette évolution s'explique par une forte progression de la couverture des risques de contrepartie et des « risques et charges », des dotations ayant été constituées dans le cadre de Bâle II.



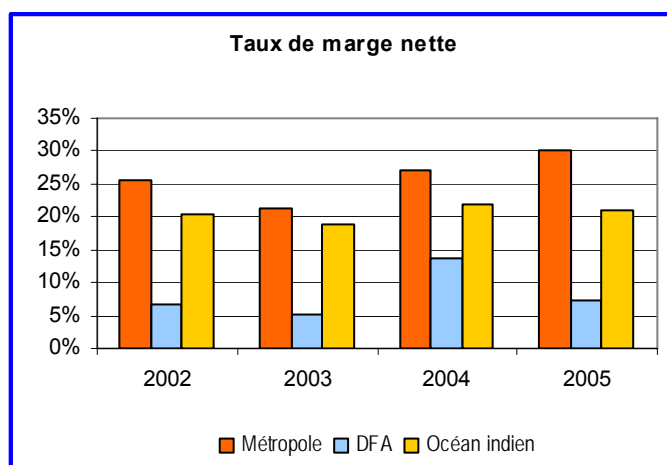


## VI. LES RESULTATS

	2002	2003	2004	2005
<b>Résultat courant avant impôt / PNB</b>				
Métropole	32,2%	28,9%	34,9%	34,1%
DFA	13,8%	14,2%	18,8%	14,9%
Océan Indien	35,5%	34,6%	36,9%	25,6%
<b>Taux de marge nette *</b>				
Métropole	25,4%	21,4%	27,0%	30,2%
DFA	6,7%	5,3%	13,7%	7,3%
Océan Indien	20,5%	19,0%	22,1%	21,1%

Le Résultat courant avant impôts (RCAI) se contracte sensiblement dans les DFA (– 18,6 %) et dans l’océan Indien (– 29,4 %) en relation avec l’évolution du coût du risque. Dans le cas des DFA, la contribution positive du coût du risque<sup>1</sup> a été moindre que l’année précédente tandis que dans l’océan Indien, le coût du risque a augmenté. Alors que le rapport RCAI / PNB était supérieur dans l’océan Indien par rapport à la métropole au cours de la période sous revue, il devient inférieur de 8,5 points en 2005.

Cette baisse du RCAI est amplifiée au niveau du résultat net pour les DFA (– 45 %) du fait de l’impact de la fiscalité. Elle est en revanche amortie dans l’océan Indien (– 3 %) grâce à des reprises nettes sur le FRBG. Ainsi, les taux de marge nette<sup>2</sup> dans les DOM se contractent, à l’opposé du mouvement observé en métropole (+ 3,2 points sur un an).



<sup>1</sup> Dans les DFA, du fait d’une politique dynamique de recouvrement, le coût du risque est négatif depuis plusieurs années et contribue ainsi positivement aux résultats.

<sup>2</sup> Résultat Net / PNB

## VII. L'EVOLUTION DES TAUX D'INTERET DES CREDITS AUX ENTREPRISES DANS LES DOM

L'IEDOM réalise chaque semestre des enquêtes sur les conditions débitrices des crédits accordés aux entreprises auprès d'un échantillon d'établissements de crédits locaux pour chacun des départements concernés. Ces enquêtes portent sur l'ensemble des concours accordés sur des périodes d'observation d'un mois (de deux mois en Guyane compte tenu d'un volume d'activité plus faible)<sup>1</sup>.

La comparaison des résultats de ces enquêtes avec ceux publiés par la Banque de France en métropole est délicate, dans la mesure où les populations d'entreprises ne sont pas similaires. En effet, le poids des très grandes entreprises est plus important en métropole, or ces dernières bénéficient de conditions de crédit plus avantageuses. Ceci explique, par exemple, les taux moyens pondérés de découvert particulièrement bas observés en métropole.

Pour mener ces comparaisons, deux types de données sont présentés pour la métropole :

- ✓ les taux moyens pondérés sur l'ensemble des tranches de crédits octroyés, soit le même mode de calcul que celui appliqué dans les DOM ;
- ✓ les taux moyens observés sur la tranche de crédits de 45 735 à 76 225 euros, considérée comme la plus représentative des concours octroyés aux entreprises domiennes.

**Synthèse des différents taux moyens pondérés TMP pratiqués pour la clientèle entreprises dans les DOM en juillet 2006**

	TMP escompte	TMP découvert	TMP autres CT	TMP MLT	TMP global	TMP CT
Guadeloupe	7,1%	9,9%	6,0%	4,9%	6,5%	8,2%
Martinique	8,6%	9,9%	6,2%	5,8%	6,9%	8,2%
Guyane	ns	9,1%	6,6%	5,5%	6,0%	7,1%
La Réunion	7,1%	6,8%	5,7%	4,3%	5,7%	6,6%
Métropole (3 <sup>e</sup> Tranche) (1) (2)	5,3%	7,0%	4,5%	3,9%		
Métropole global (1)	4,0%	4,5%	3,3%	3,7%		

(1) avril 2006

(2) de 45 735 € à 76 225 €

ns : non significatif

Dans l'ensemble et en dépit du rapprochement qui se poursuit, le coût du crédit reste plus élevé dans les départements d'outre-mer qu'en métropole. Les conditions particulières d'activité expliquent cette situation : marchés étroits, niveau de risques plus élevé, coefficients d'exploitation supérieurs. Moins contraints<sup>2</sup> par ces particularités que leurs homologues des DFA, les établissements de crédit de la Réunion offrent les conditions de crédit les plus avantageuses des DOM, et les moins éloignées de la métropole.

<sup>1</sup> Ces enquêtes ne sont réalisées ni à Mayotte, ni à Saint-Pierre-et-Miquelon.

<sup>2</sup> Cf. § III.3 « Les conditions d'exploitation de l'activité bancaire en 2005 ».

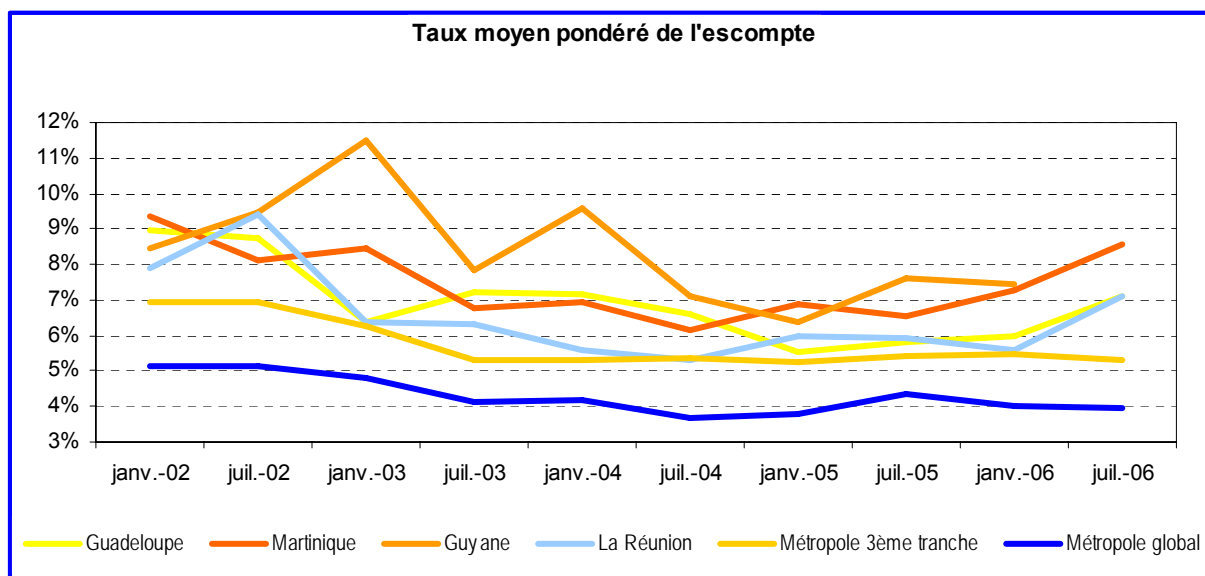
Depuis décembre 2005, la politique monétaire dans la zone euro a été marquée par un ajustement progressif. En effet, après trois ans de maintien du loyer de l'argent à 2 %, la BCE a relevé ses taux directeurs à cinq reprises, par tranche de 25 points de base. La première majoration est intervenue en décembre 2005. Elle a été suivie par les relèvements de mars, juin, août et octobre 2006. La période sous revue s'étend de juillet 2005 à juillet 2006, mais les données présentées pour la métropole dans cette note concernent le mois d'avril 2006 et n'englobent donc pas la période des deux hausses des taux directeurs de juin et d'août. Les résultats pour les quatre DOM sont en revanche impactés par trois de ces majorations. Ce décalage dans le temps est de nature à amplifier les écarts, en défaveur des établissements ultramarins.

*Nota bene : la présentation sous forme de graphique oblige à aligner les dates des enquêtes de la métropole sur celles des DOM.*

## VII.1 Le taux des concours à court terme dans les départements d'outre-mer

### VII.1.1 Le taux de l'escompte

	juil-02	janv-03	juil-03	janv-04	juil-04	janv-05	juil-05	janv-06	juil-06
Guadeloupe	8,7%	6,4%	7,2%	7,2%	6,6%	5,5%	5,8%	6,0%	7,1%
Martinique	8,1%	8,5%	6,8%	6,9%	6,2%	6,9%	6,5%	7,3%	8,6%
Guyane	9,5%	11,5%	7,8%	9,6%	7,1%	6,4%	7,6%	7,4%	ns
La Réunion	9,4%	6,4%	6,3%	5,6%	5,3%	6,0%	5,9%	5,6%	7,1%
Métropole 3 <sup>e</sup> tranche	6,9%	6,3%	5,3%	5,3%	5,4%	5,3%	5,4%	5,5%	5,3%
Métropole global	5,1%	4,8%	4,1%	4,2%	3,7%	3,8%	4,4%	4,0%	4,0%

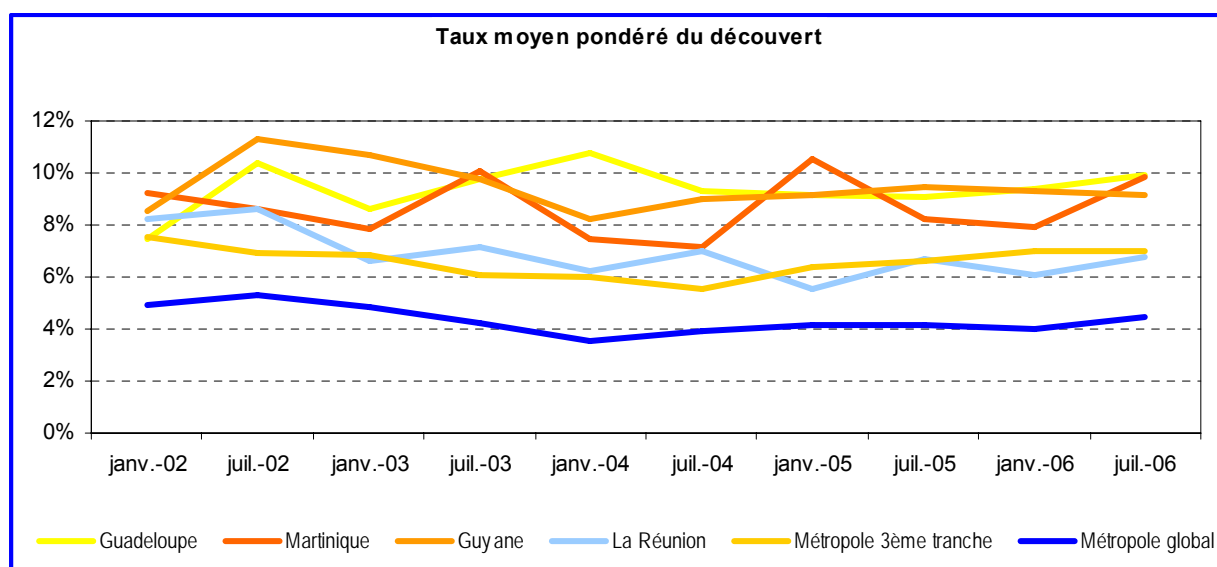


Déjà signalée en janvier 2006, la hausse des taux de l'escompte s'est accélérée durant le premier semestre de l'année 2006. Sur un an, les conditions appliquées aux opérations d'escompte se sont renchériées de plus d'un point à la Réunion et à la Guadeloupe. La plus forte augmentation revient à la Martinique (+ 2 points) avec un pic à 8,55 %.

### VII.1.2 Le taux de découvert

Les taux de découvert s'accroissent sur l'ensemble des DOM au cours du premier semestre de l'année 2006. Ils convergent vers le niveau de 10 % dans les DFA, alors qu'à la Réunion ils progressent de près de 0,7 point et tendent vers 7 %. L'écart généralement constaté avec la métropole s'explique en partie par le poids des très grandes entreprises métropolitaines, qui peuvent prétendre à des conditions de découvert particulièrement intéressantes.

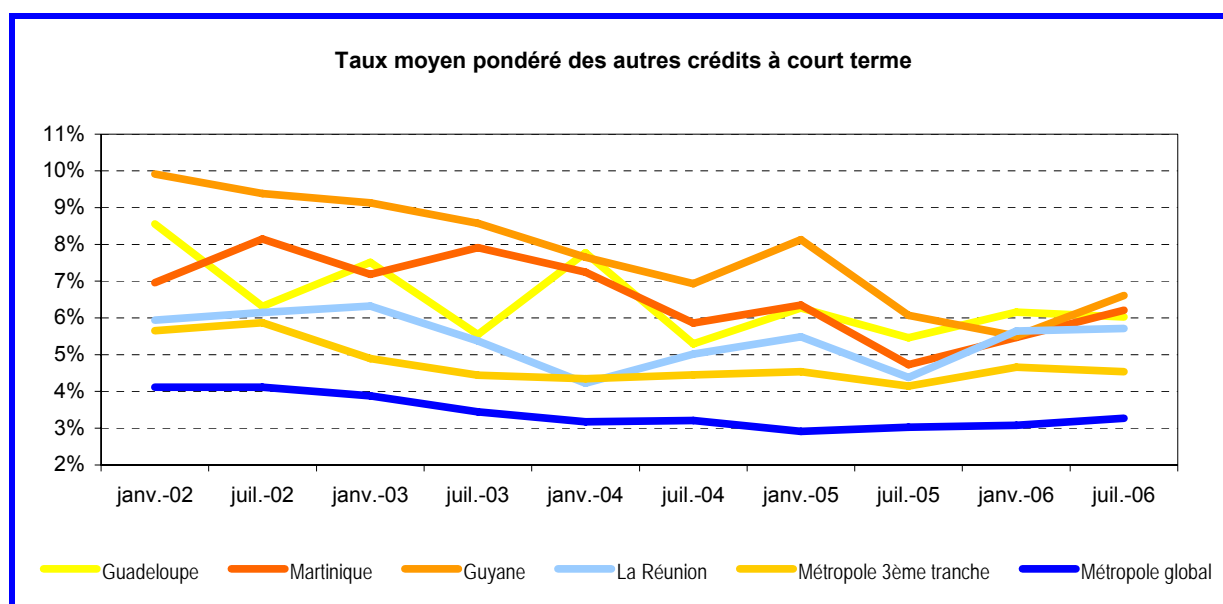
	juil-02	janv-03	juil-03	janv-04	juil-04	janv-05	juil-05	janv-06	juil-06
Guadeloupe	10,4%	8,6%	9,8%	10,8%	9,3%	9,2%	9,1%	9,4%	9,9%
Martinique	8,6%	7,8%	10,1%	7,5%	7,1%	10,6%	8,3%	7,9%	9,9%
Guyane	11,3%	10,7%	9,8%	8,3%	9,0%	9,1%	9,5%	9,3%	9,1%
La Réunion	8,6%	6,7%	7,1%	6,2%	7,0%	5,5%	6,7%	6,1%	6,8%
Métropole 3 <sup>e</sup> tranche	6,9%	6,9%	6,1%	6,0%	5,5%	6,4%	6,6%	7,0%	7,0%
Métropole global	5,3%	4,8%	4,2%	3,5%	3,9%	4,1%	4,2%	4,0%	4,5%



### VII.1.3 Les taux des autres crédits à court terme

Les taux des autres crédits à court terme s'inscrivent dans un mouvement de hausse de juillet 2005 à juillet 2006, sur l'ensemble des DOM. C'est pour ce type de crédit que les taux présentent le moins d'écart d'un département à l'autre. Ils se maintiennent dans une fourchette comprise entre 5,7 % (à la Réunion) et 6,6 % (en Guyane), mais qui s'éloigne de plus de deux points des taux métropole.

	juil-02	janv-03	juil-03	janv-04	juil-04	janv-05	juil-05	janv-06	juil-06
Guadeloupe	6,3%	7,5%	5,6%	7,8%	5,3%	6,3%	5,5%	6,2%	6,0%
Martinique	8,2%	7,2%	7,9%	7,2%	5,9%	6,4%	4,7%	5,5%	6,2%
Guyane	9,4%	9,1%	8,6%	7,7%	6,9%	8,1%	6,1%	5,5%	6,6%
La Réunion	6,2%	6,3%	5,4%	4,2%	5,0%	5,5%	4,4%	5,6%	5,7%
Métropole 3 <sup>e</sup> tranche	5,9%	4,9%	4,4%	4,4%	4,5%	4,5%	4,2%	4,7%	4,5%
Métropole global	4,1%	3,9%	3,4%	3,2%	3,2%	2,9%	3,0%	3,1%	3,3%

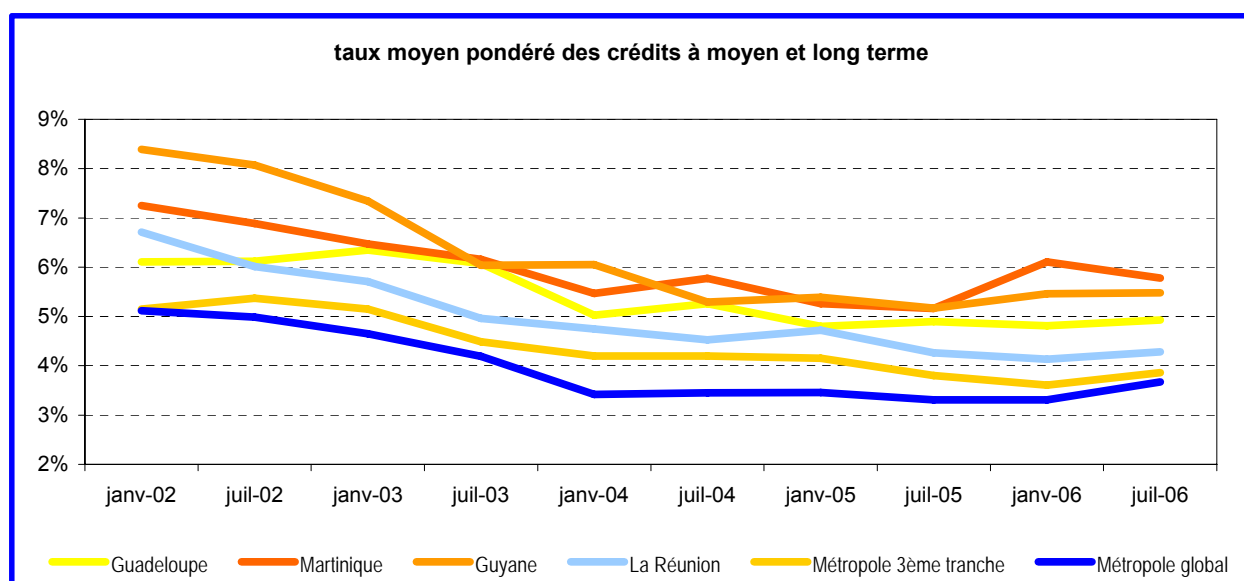


### VII.2 Le taux des concours à moyen et long terme dans les départements d'outre-mer

Cette catégorie de taux a enregistré une baisse continue durant les années 2002 à 2005 pour les quatre DOM. La baisse la plus significative est relevée en Guyane qui, dans le cas d'espèce, fait mieux que la métropole (- 2,7 points contre - 2,1 points). Une tendance à la hausse de ces taux se dessine cependant à partir du premier semestre 2006, qu'il convient de mettre en relation avec la remontée des taux à moyen et long terme sur les marchés obligataires. Ce renchérissement est d'ailleurs plus significatif en métropole (+ 0,4 point en un semestre) que dans les DOM.

## Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2005

	juil-02	janv-03	juil-03	janv-04	juil-04	janv-05	juil-05	janv-06	juil-06
Guadeloupe	6,1%	6,4%	6,1%	5,0%	5,3%	4,8%	4,9%	4,8%	4,9%
Martinique	6,9%	6,5%	6,2%	5,5%	5,8%	5,3%	5,2%	6,1%	5,8%
Guyane	8,1%	7,3%	6,0%	6,1%	5,3%	5,4%	5,2%	5,5%	5,5%
La Réunion	6,0%	5,7%	5,0%	4,8%	4,5%	4,7%	4,3%	4,1%	4,3%
Métropole 3 <sup>e</sup> tranche	5,4%	5,2%	4,5%	4,2%	4,2%	4,2%	3,8%	3,6%	3,9%
Métropole global	5,0%	4,7%	4,2%	3,4%	3,5%	3,5%	3,3%	3,3%	3,7%



## ANNEXES





## ANNEXE 1

### Méthodologies et échantillons

#### Les sources d'information

Les études sont menées sur la base des informations recueillies auprès d'échantillons d'établissements représentatifs de l'activité bancaire des zones géographiques concernées, déterminés en fonction des besoins des analyses. Les informations sont collectées dans le cadre des déclarations BAFI (\*) en ce qui concerne les données relatives à l'activité des établissements et par le biais d'enquêtes semestrielles réalisées par l'IEDOM pour ce qui est des informations relatives au coût du crédit. *Les données chiffrées peuvent faire l'objet d'actualisation en fonction des déclarations modificatives effectuées par les établissements de crédit.*

(\*) La BAFI constitue la base de données des agents financiers de la Banque de France. Les établissements de crédit sont soumis à l'obligation de transmettre les informations concernant leur activité au Secrétariat Général de la Commission Bancaire. Ces déclarations sont effectuées dans un cadre réglementaire fixé par instructions de la Commission Bancaire.

#### Analyse de l'activité bancaire

Les calculs servant à la détermination des ratios d'analyse sont effectués à partir des informations déclarées par les établissements dans le cadre de la BAFI et notamment au travers des états : 4000, 4080 et 4090. Pour les besoins des études, les données sont agrégées par zone géographique et par type de réseaux bancaires.

Les différentes données font l'objet d'une analyse relative au travers des calculs de ratios suivants :

##### Approche de la consommation du PNB

Frais généraux/PNB	Sources (Etat BAFI 4080)
Charges de personnel/PNB	(Etat BAFI 4080)
Charges de personnel/Effectif	(Etats BAFI 4080 et 4090)

##### Ratios de productivité

PNB/Effectif	(Etats BAFI 4080 et 4090)
Concours clients bruts/Effectif	(Etats BAFI 4000 et 4090)
Dépôts/Effectif	(Etats BAFI 4000 et 4090)

##### Ratios de sinistralité

Dotations nettes/PNB	(Etat BAFI 4080)
Créances douteuses/Concours clients bruts	(Etat BAFI 4000)
Provisions sur créances douteuses/Créances douteuses brutes	(Etat BAFI 4000)

##### Ratios de rentabilité

Résultat courant avant impôt/PNB	(Etat BAFI 4080)
Résultat net/PNB	(Etat BAFI 4080)

##### Approche de la constitution du PNB et des marges

<u>Coût moyen des dépôts :</u>	
Charges sur opérations avec la clientèle / Dépôts de la clientèle	(Etat BAFI 4080 et 4000)
<u>Rendement moyen des crédits :</u>	
Produits sur opérations avec la clientèle / Crédits à la clientèle	(Etat BAFI 4080 et 4000)
Commissionnement/Produits sur opérations avec la clientèle	(Etat BAFI 4080)

Les données départementalisées relatives aux départements d'outre-mer sont collectées par l'IEDOM au niveau de chacune de ses agences locales.

## Analyse de l'activité bancaire (suite)

### L'échantillon

L'étude a été menée sur 14 établissements disposant d'une autonomie juridique ; 8 appartiennent au réseau des banques commerciales et 6 au réseau mutualiste et coopératif. Dans un souci de cohérence des analyses, ces établissements sont regroupés en deux zones géographiques : les départements français d'Amérique (10) et l'océan Indien (4). L'étude a été réalisée à partir des données des établissements de crédit suivants :

#### **Banques commerciales DFA : 6 établissements**

Banque des Antilles Françaises	BDAF
Banque française commerciale Antilles-Guyane	BFCAG
Banque Nationale de Paris Paribas Guyane	BNPG
Banque Nationale de Paris Paribas Guadeloupe	BNPGUA
Banque Nationale de Paris Paribas Martinique	BNPM
Société générale de banque aux Antilles	SGBA

#### **Banques mutualistes DFA : 4 établissements**

Caisse d'Epargne de la Martinique	CEM
Caisse régionale de crédit agricole mutuel de la Guadeloupe	CRCAMG
Caisse régionale de crédit agricole mutuel de la Martinique	CRCAMM
Caisse fédérale du crédit mutuel Antilles-Guyane	FCMAG

#### **Banques commerciales océan Indien : 3 établissements**

Banque Française Commerciale de l'Océan Indien	BFCOI
Banque Nationale de Paris Paribas Réunion	BNPR
Banque de la Réunion	BR

#### **Banques mutualistes océan Indien : 1 établissement**

Caisse régionale de crédit agricole mutuel de la Réunion	CRCAMR
--	--------

### Suivi du coût du crédit

L'IEDOM effectue des enquêtes semestrielles sur le coût du crédit aux entreprises auprès des établissements retenus dans l'échantillon. Ces enquêtes portent sur les accords de prêts consentis sur une période d'un mois (de deux mois en Guyane compte tenu des volumes concernés). Les informations recueillies sont traitées et agrégées, après éventuelles corrections des cas révélés aberrants (conditions de taux atypiques pouvant fausser les moyennes...). Des coefficients de pondération sont retenus. Ils sont à la fois fonction du montant des crédits, du poids de chaque établissement et des résultats des quatre enquêtes précédentes.

#### L'échantillon

16 établissements ont été retenus : 9 appartenant au réseau des banques et 7 au réseau mutualiste et coopératif.

#### **Banques DFA : 6 établissements**

Banque des Antilles Françaises	BDAF
Banque française commerciale Antilles-Guyane	BFCAG
Banque Nationale de Paris Paribas Guyane	BNPG
Banque Nationale de Paris Paribas Guadeloupe	BNPGUA
Banque Nationale de Paris Paribas Martinique	BNPM
Société générale de banque aux Antilles	SGBA

#### **Banques mutualistes DFA : 5 établissements**

Banque régionale d'escompte et de dépôt - Banque populaire	BRED BP
Caisse régionale de crédit agricole mutuel de la Guadeloupe	CRCAMG
Caisse régionale de crédit agricole mutuel de la Martinique	CRCAMM
Caisse fédérale du crédit mutuel	FCMAG
Caisse régionale de crédit mutuel maritime d'outre-mer	CRCMMOM

#### **Banques Océan Indien : 3 établissements**

Banque Française Commerciale de l'Océan Indien	BFCOI
Banque Nationale de Paris Paribas Réunion	BNPR
Banque de la Réunion	BR

#### **Banques mutualistes océan Indien : 2 établissements**

Banque régionale d'escompte et de dépôt - Banque populaire	BRED BP
Caisse régionale de crédit agricole mutuel de la Réunion	CRCAMR

## ANNEXE 2

## Les bilans agrégés par zone géographique

ANTILLES - GUYANE

(en millions d'€)

ACTIF	31/12/2002	31/12/2003	31/12/2004	31/12/2005	Var.
<b>OPERATIONS DE TRESORERIE</b>	<b>2 101,4</b>	<b>2 070,7</b>	<b>2 391,5</b>	<b>2 509,3</b>	<b>4,9%</b>
Caisse, Institut d'émission, Trésor public, Comptes courants postaux	136,9	185,9	169,6	156,0	-8,0%
Etablissements de crédit et institutions financières	1 964,5	1 884,8	2 221,8	2 353,3	5,9%
* Comptes ordinaires	816,5	607,7	600,1	496,3	-17,3%
* Prêts et comptes à terme	305,5	539,9	609,8	751,4	23,2%
* Opérations avec les réseaux et groupes	819,5	716,8	992,1	1 084,1	9,3%
* Valeurs reçues en pension		0,0			-
Autres opérations	22,9	20,4	19,8	21,5	8,7%
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	<b>3 416,2</b>	<b>3 588,0</b>	<b>3 832,1</b>	<b>4 292,1</b>	<b>12,0%</b>
Créances commerciales	33,4	28,1	25,6	29,2	14,0%
Crédits de trésorerie	633,0	656,5	716,3	753,6	5,2%
Crédits à l'équipement	774,2	831,9	920,6	1 082,5	17,6%
Crédits à l'habitat	1 351,5	1 447,5	1 602,9	1 845,5	15,1%
Comptes ordinaires débiteurs	201,7	199,3	196,6	199,7	1,5%
Autres crédits	259,4	251,5	242,3	270,3	11,6%
Créances douteuses nettes	162,9	173,4	127,8	111,2	-13,0%
Provisions sur créances douteuses (non incluses)	486,2	444,9	431,8	434,7	0,7%
<b>OPERATIONS DIVERSES</b>	<b>671,0</b>	<b>606,5</b>	<b>468,1</b>	<b>422,5</b>	<b>-9,7%</b>
Comptes de régularisation et divers	485,7	451,6	435,1	401,0	-7,8%
Opérations sur titres	185,2	154,9	33,0	21,6	-34,7%
<b>VALEURS IMMOBILISEES</b>	<b>206,9</b>	<b>213,3</b>	<b>222,4</b>	<b>220,5</b>	<b>-0,9%</b>
Titres de participation et filiales	57,5	66,3	71,7	75,4	5,2%
Immobilisations	79,7	78,3	79,0	77,8	-1,6%
Location avec option d'achat	63,8	53,4	58,5	55,0	-6,0%
Location simple					-
Actionnaires et associés					-
Divers	5,9	15,3	13,3	12,3	-7,0%
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>6 395,4</b>	<b>6 478,5</b>	<b>6 914,1</b>	<b>7 444,4</b>	<b>7,7%</b>
PASSIF	31/12/2002	31/12/2003	31/12/2004	31/12/2005	Var
<b>OPERATIONS DE TRESORERIE</b>	<b>557,1</b>	<b>481,4</b>	<b>739,0</b>	<b>965,0</b>	<b>30,6%</b>
Caisse, Institut d'émission, Trésor public, Comptes courants postaux	0,3	0,1	0,3	0,2	-44,4%
Etablissements de crédit et institutions financières	556,7	481,3	738,6	964,8	30,6%
* Comptes ordinaires	215,9	197,7	117,2	108,9	-7,1%
* Emprunts et comptes à terme	114,2	150,1	197,9	272,6	37,7%
* Opérations avec les réseaux et groupes	203,9	113,4	397,9	547,0	37,5%
* Autres	22,8	20,1	25,6	36,3	41,7%
Valeurs données en pension ou vendues fermes					-
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	<b>4 960,0</b>	<b>5 129,3</b>	<b>5 274,7</b>	<b>5 565,1</b>	<b>5,5%</b>
Comptes créditeurs de la clientèle	2 666,8	2 762,6	2 869,3	3 064,7	6,8%
* Sociétés et entrepreneurs individuels	1 142,7	1 287,2	1 381,9	1 498,9	8,5%
* Comptes ordinaires	889,6	1 039,0	1 116,0	1 235,3	10,7%
* Comptes à terme	253,1	248,2	265,9	263,6	-0,9%
* Particuliers	1 177,8	1 099,9	1 158,0	1 194,7	3,2%
* Comptes ordinaires	952,7	910,1	955,9	1 000,6	4,7%
* Comptes à terme	225,1	189,8	202,1	194,1	-4,0%
* Autres	346,3	375,5	329,5	371,1	12,6%
* Comptes ordinaires	259,3	281,0	269,2	290,7	8,0%
* Comptes à terme	87,0	94,6	60,2	80,4	33,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	2 090,2	2 190,8	2 289,0	2 351,6	2,7%
Bons de caisse et bons d'épargne	13,4	12,2	13,0	9,6	-26,3%
Créances négociables sur les marchés	113,5	91,1	31,4	42,9	36,6%
Autres dépôts	76,1	72,6	71,9	96,4	34,0%
<b>OPERATIONS DIVERSES</b>	<b>400,7</b>	<b>351,1</b>	<b>356,6</b>	<b>441,5</b>	<b>23,8%</b>
Comptes de régularisation et divers	400,7	351,1	356,6	441,5	23,8%
Opérations sur titres					-
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>477,6</b>	<b>516,7</b>	<b>543,8</b>	<b>472,8</b>	<b>-13,1%</b>
Dettes subordonnées, provisions, fonds pour risques bancaires généraux	243,0	261,9	249,6	239,5	-4,0%
Réserves	62,6	72,7	87,9	106,1	20,7%
Capital	122,5	131,0	138,8	154,4	11,3%
Report à nouveau	10,1	8,8	4,5	-19,0	-525,5%
Excédent (+/-) & Résultat en instance d'approbation	39,5	42,3	63,0	-8,3	-113,1%
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>6 395,4</b>	<b>6 478,5</b>	<b>6 914,1</b>	<b>7 444,4</b>	<b>7,7%</b>

## Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2005

### OCEAN INDIEN

(en millions d'€)

ACTIF	31/12/2002	31/12/2003	31/12/2004	31/12/2005	Var
<b>OPERATIONS DE TRESORERIE</b>	<b>572,9</b>	<b>531,7</b>	<b>818,3</b>	<b>913,9</b>	<b>11,7%</b>
Caisse, Institut d'émission, Trésor public, Comptes courants postaux	111,5	120,1	108,4	146,2	34,8%
Etablissements de crédit et institutions financières	461,4	411,6	709,9	767,7	8,1%
* Comptes ordinaires	268,0	83,5	21,7	70,0	222,8%
* Prêts et comptes à terme	8,3	67,7	124,5	193,7	55,6%
* Opérations avec les réseaux et groupes	182,0	257,0	560,7	498,4	-11,1%
* Valeurs reçues en pension					-
Autres opérations	3,2	3,3	3,0	5,7	89,3%
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	<b>4 043,5</b>	<b>4 407,2</b>	<b>5 154,6</b>	<b>5 977,6</b>	<b>16,0%</b>
Créances commerciales	88,4	84,0	91,5	99,1	8,3%
Crédits de trésorerie	895,7	1 009,6	1 092,3	1 171,4	7,2%
Crédits à l'équipement	1 189,1	1 296,2	1 671,7	1 935,7	15,8%
Crédits à l'habitat	1 444,8	1 629,1	1 957,1	2 388,8	22,1%
Comptes ordinaires débiteurs	171,6	141,1	132,9	175,8	32,3%
Autres crédits	136,3	132,4	113,0	108,4	-4,0%
Créances douteuses nettes	117,6	114,8	96,2	98,4	2,3%
Provisions sur créances douteuses (non incluses)	197,7	204,8	201,3	232,5	15,5%
<b>OPERATIONS DIVERSES</b>	<b>476,8</b>	<b>414,5</b>	<b>407,1</b>	<b>427,8</b>	<b>5,1%</b>
Comptes de régularisation et divers	236,9	207,1	192,2	194,4	1,1%
Opérations sur titres	239,9	207,4	214,9	233,5	8,6%
<b>VALEURS IMMOBILISEES</b>	<b>163,7</b>	<b>234,5</b>	<b>257,9</b>	<b>260,4</b>	<b>1,0%</b>
Titres de participation et filiales	80,4	106,4	110,5	112,7	2,0%
Immobilisations	61,2	80,0	93,7	92,1	-1,7%
Location avec option d'achat				0,0	-
Location simple					-
Actionnaires et associés					-
Divers	22,1	48,0	53,7	55,5	3,4%
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>5 257,0</b>	<b>5 587,9</b>	<b>6 637,9</b>	<b>7 579,8</b>	<b>14,2%</b>

PASSIF	31/12/2002	31/12/2003	31/12/2004	31/12/2005	Var
<b>OPERATIONS DE TRESORERIE</b>	<b>790,7</b>	<b>806,6</b>	<b>1 481,5</b>	<b>1 877,2</b>	<b>26,7%</b>
Caisse, Institut d'émission, Trésor public, Comptes courants postaux	0,3	0,6	0,4	0,0	-99,8%
Etablissements de crédit et institutions financières	790,3	806,0	1 481,0	1 877,2	26,8%
* Comptes ordinaires	113,3	58,6	62,6	70,1	11,8%
* Emprunts et comptes à terme	57,3	58,4	141,9	263,9	86,0%
* Opérations avec les réseaux et groupes	600,2	662,8	1 250,2	1 506,0	20,5%
* Autres	19,6	26,2	26,3	37,3	42,0%
Valeurs données en pension ou vendues fermes					-
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	<b>3 680,4</b>	<b>3 934,4</b>	<b>4 219,1</b>	<b>4 660,5</b>	<b>10,5%</b>
Comptes créditeurs de la clientèle	1 990,6	2 204,8	2 343,4	2 596,6	10,8%
* Sociétés et entrepreneurs individuels	965,3	1 174,6	1 249,0	1 393,0	11,5%
* Comptes ordinaires	789,1	972,3	1 009,6	1 102,8	9,2%
* Comptes à terme	176,2	202,3	239,4	290,2	21,2%
* Particuliers	797,1	773,8	822,0	893,9	8,7%
* Comptes ordinaires	640,4	669,5	722,4	788,6	9,2%
* Comptes à terme	156,8	104,3	99,6	105,4	5,8%
* Autres	228,2	256,4	272,3	309,6	13,7%
* Comptes ordinaires	168,9	190,3	204,1	224,7	10,1%
* Comptes à terme	59,3	66,1	68,2	85,0	24,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 378,7	1 501,1	1 609,5	1 681,2	4,5%
Bons de caisse et bons d'épargne	65,2	49,9	43,0	57,5	33,7%
Créances négociables sur les marchés	208,3	144,4	188,0	258,4	37,5%
Autres dépôts	37,6	34,1	35,3	66,8	89,2%
<b>OPERATIONS DIVERSES</b>	<b>163,0</b>	<b>171,8</b>	<b>216,5</b>	<b>247,4</b>	<b>14,3%</b>
Comptes de régularisation et divers	163,0	171,8	216,5	247,4	14,3%
Opérations sur titres					-
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>622,9</b>	<b>675,1</b>	<b>720,9</b>	<b>794,7</b>	<b>10,2%</b>
Dettes subordonnées, provisions, fonds pour risques bancaires généraux	143,2	151,1	155,3	155,4	0,1%
Réserves	301,5	337,2	371,2	408,5	10,1%
Capital	118,1	124,2	125,9	143,2	13,8%
Report à nouveau	3,7	5,7	0,5	22,4	N.S
Excédent (+/-) & Résultat en instance d'approbation	56,4	56,9	68,1	65,1	-4,5%
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>5 257,0</b>	<b>5 587,9</b>	<b>6 637,9</b>	<b>7 579,8</b>	<b>14,2%</b>

## Les comptes de résultats agrégés par zone géographique

ANTILLES - GUYANE

Montants en millions d'€

	2002	2003	2004	2005	Var
<b>(+) Produits d'exploitation bancaire</b>	<b>548,775</b>	<b>533,230</b>	<b>527,452</b>	<b>543,255</b>	<b>3,0%</b>
Opérations de trésorerie et interbancaires	70,628	63,192	58,224	65,340	12,2%
Opérations avec la clientèle	344,429	329,829	324,223	330,787	2,0%
Opérations sur titres	8,931	5,849	3,128	1,898	-39,3%
Opérations de crédit-bail et de location simple	25,697	27,699	29,563	32,821	11,0%
Divers	99,089	106,662	112,312	112,409	0,1%
<b>(-) Charges d'exploitation bancaire</b>	<b>183,519</b>	<b>171,268</b>	<b>162,603</b>	<b>168,060</b>	<b>3,4%</b>
Opérations de trésorerie et interbancaires	60,407	53,389	51,440	57,012	10,8%
Opérations avec la clientèle	57,734	50,939	45,641	43,478	-4,7%
<i>dont sur Dépôts à vue</i>	<i>0,604</i>	<i>0,604</i>	<i>0,640</i>	<i>0,679</i>	<i>6,1%</i>
<i>dont sur Comptes d'épargne ( hors PEL, CEL)</i>	<i>24,121</i>	<i>22,827</i>	<i>19,996</i>	<i>19,397</i>	<i>-3,0%</i>
<i>dont sur Comptes d'épargne-logement ( CEL)</i>	<i>1,425</i>	<i>1,339</i>	<i>1,147</i>	<i>1,095</i>	<i>-4,5%</i>
<i>dont sur Plans d'épargne-logement ( PEL)</i>	<i>13,015</i>	<i>12,771</i>	<i>13,083</i>	<i>12,579</i>	<i>-3,9%</i>
<i>dont sur Dépôts à terme</i>	<i>15,681</i>	<i>11,134</i>	<i>8,954</i>	<i>9,459</i>	<i>5,6%</i>
<i>dont sur Bons de caisse</i>	<i>0,482</i>	<i>0,399</i>	<i>0,253</i>	<i>0,205</i>	<i>-19,0%</i>
Opérations sur titres	4,142	3,432	1,269	1,450	14,3%
Opérations de crédit-bail et de location simple	23,128	26,206	26,969	31,161	15,5%
Divers	38,106	37,302	37,285	34,958	-6,2%
(+) Produits accessoires et produits divers	10,627	9,585	13,679	10,646	-22,2%
(-) Charges accessoires et charges diverses	0,635	0,283	2,147	1,285	-40,1%
(-) Dotations nettes aux provisions pour dépréciation des titres de placement	0,100	0,048	0,352	-0,024	-106,8%
(-) Intérêts sur créances douteuses	20,276	20,254	13,753	13,442	-2,3%
<b>Produit net bancaire</b>	<b>354,872</b>	<b>350,962</b>	<b>362,276</b>	<b>371,168</b>	<b>2,5%</b>
(-) Frais généraux	280,814	277,989	287,086	291,199	1,4%
<i>dont Frais de personnel</i>	<i>161,328</i>	<i>159,041</i>	<i>165,856</i>	<i>174,075</i>	<i>5,0%</i>
<i>dont Impôts et taxes</i>	<i>9,053</i>	<i>7,166</i>	<i>6,109</i>	<i>6,834</i>	<i>11,9%</i>
<i>dont Services extérieurs</i>	<i>110,433</i>	<i>111,782</i>	<i>115,121</i>	<i>110,290</i>	<i>-4,2%</i>
(-) Dotations aux amortissements	13,487	13,598	14,220	14,745	3,7%
(-) Dotations nettes aux provisions sur immobilisations corporelles et incorporelles	0,015	-0,097	0,358	-0,669	-286,9%
(-) Quote part sur opérations d'exploitation non bancaires faites en commun				0,043	-24,1%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>60,183</b>	<b>58,705</b>	<b>60,250</b>	<b>65,376</b>	<b>8,5%</b>
(-) Dot. nettes aux provisions sur créances douteuses	-26,197	-49,619	-16,083	-10,830	-32,7%
(-) Autres dot. nettes aux provisions pour dépréciation	-0,004	-0,071	-0,313	0,053	-116,9%
(-) Dot. nettes aux provisions pour risques et charges	12,742	12,610	-14,775	14,709	-199,6%
(-) Pertes nettes sur créances irrécupérables	46,035	68,380	42,316	20,050	-52,6%
(+) Intérêts sur créances douteuses	20,276	20,254	13,753	13,442	-2,3%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>47,883</b>	<b>47,659</b>	<b>62,858</b>	<b>54,836</b>	<b>-12,8%</b>
(+) + ou - values de cessions sur immob. corp. et incorp.	0,380	-0,029	-0,021	0,118	-661,9%
(+) + ou - values de cessions sur immob. financières	-1,938	2,260	5,492	0,341	-93,8%
(-) Dot. nettes aux provisions des immob. financières	-2,776	0,012	0,327	-0,092	-128,1%
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>49,101</b>	<b>49,878</b>	<b>68,002</b>	<b>55,387</b>	<b>-18,6%</b>
(+) Produits exceptionnels	1,716	1,301	0,178	0,317	78,1%
(-) Charges exceptionnelles	4,984	16,347	4,301	9,594	123,1%
(-) Dotations nettes sur FRBG	11,802	2,080	-6,362	-1,212	-80,9%
(-) Dot. nettes aux provisions réglementées	-0,085	-0,038	0,029	-0,051	-275,9%
(-) Impôts sur les bénéfices	10,415	14,119	20,576	20,216	-1,7%
<b>Résultat net</b>	<b>23,699</b>	<b>18,671</b>	<b>49,635</b>	<b>27,158</b>	<b>-45,3%</b>

## Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2005

### OCEAN INDIEN

Montants en millions d'€

	2002	2003	2004	2005	Var
<b>(+) Produits d'exploitation bancaire</b>	<b>402,635</b>	<b>418,621</b>	<b>440,293</b>	<b>463,387</b>	<b>5,2%</b>
Opérations de trésorerie et interbancaires	24,650	24,566	26,386	34,825	32,0%
Opérations avec la clientèle	298,704	291,085	307,377	337,875	9,9%
Opérations sur titres	6,290	11,368	15,747	9,018	-42,7%
Opérations de crédit-bail et de location simple				0,001	-
Divers	72,990	91,602	90,785	81,669	-10,0%
<b>(-) Charges d'exploitation bancaire</b>	<b>129,836</b>	<b>140,650</b>	<b>137,127</b>	<b>151,339</b>	<b>10,4%</b>
Opérations de trésorerie et interbancaires	65,538	65,835	73,959	94,149	27,3%
Opérations avec la clientèle	31,615	27,501	25,465	27,880	9,5%
<i>dont sur Dépôts à vue</i>	<i>1,082</i>	<i>0,880</i>	<i>0,903</i>	<i>1,020</i>	<i>13,0%</i>
<i>dont sur Comptes d'épargne ( hors PEL, CEL)</i>	<i>8,982</i>	<i>9,081</i>	<i>8,619</i>	<i>8,971</i>	<i>4,1%</i>
<i>dont sur Comptes d'épargne-logement ( CEL)</i>	<i>1,562</i>	<i>1,484</i>	<i>1,255</i>	<i>1,203</i>	<i>-4,1%</i>
<i>dont sur Plans d'épargne-logement (PEL)</i>	<i>8,231</i>	<i>8,241</i>	<i>8,084</i>	<i>7,930</i>	<i>-1,9%</i>
<i>dont sur Dépôts à terme</i>	<i>9,586</i>	<i>6,514</i>	<i>5,570</i>	<i>7,317</i>	<i>31,4%</i>
<i>dont sur Bons de caisse</i>	<i>1,242</i>	<i>0,807</i>	<i>0,484</i>	<i>0,571</i>	<i>18,0%</i>
Opérations sur titres	11,604	10,460	5,668	6,468	14,1%
Opérations de crédit-bail et de location simple					-
Divers	21,079	36,853	32,037	22,844	-28,7%
(+) Produits accessoires et produits divers	9,803	7,194	12,510	10,455	-16,4%
(-) Charges accessoires et charges diverses	1,221	0,876	0,976	1,496	53,3%
(-) Dotations nettes aux provisions pour dépréciation des titres de placement	0,267	-3,142	0,205	-0,051	-124,9%
(-) Intérêts sur créances douteuses	10,482	7,737	9,668	11,808	22,1%
<b>Produit net bancaire</b>	<b>270,632</b>	<b>279,694</b>	<b>304,827</b>	<b>309,157</b>	<b>1,4%</b>
(-) Frais généraux	161,536	163,308	174,199	169,830	-2,5%
<i>dont Frais de personnel</i>	<i>93,720</i>	<i>96,533</i>	<i>103,020</i>	<i>104,418</i>	<i>1,4%</i>
<i>dont Impôts et taxes</i>	<i>6,280</i>	<i>5,445</i>	<i>5,855</i>	<i>6,252</i>	<i>6,8%</i>
<i>dont Services extérieurs</i>	<i>61,536</i>	<i>61,330</i>	<i>65,324</i>	<i>59,160</i>	<i>-9,4%</i>
(-) Dotations aux amortissements	10,333	11,627	14,842	16,557	11,6%
(-) Dotations nettes aux provisions sur immobilisations corporelles et incorporelles	0,032		-0,034		-100,0%
(-) Quote part sur opérations d'exploitation non bancaires faites en commun					-
					19,6%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>101,287</b>	<b>105,618</b>	<b>116,389</b>	<b>123,588</b>	<b>6,2%</b>
(-) Dot. nettes aux provisions sur créances douteuses	-3,937	4,593	-0,236	18,479	N.S
(-) Autres dot. nettes aux provisions pour dépréciation	-0,061	-0,231	0,048	0,010	-79,2%
(-) Dot. nettes aux provisions pour risques et charges	-0,879	1,061	-13,268	22,635	-270,6%
(-) Pertes nettes sur créances irrécupérables	20,645	14,863	20,717	11,141	-46,2%
(+) Intérêts sur créances douteuses	10,482	7,737	9,668	11,808	22,1%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>96,001</b>	<b>93,069</b>	<b>118,796</b>	<b>83,131</b>	<b>-30,0%</b>
(+) + ou - values de cessions sur immob. corp. et incorp.	-0,126	-0,198	-0,928	-1,570	69,2%
(+) + ou - values de cessions sur immob. financières	0,141	4,287	-0,124	1,214	-1079,0%
(-) Dot. nettes aux provisions des immob. financières	-0,078	0,470	5,408	3,496	-35,4%
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>96,094</b>	<b>96,688</b>	<b>112,336</b>	<b>79,279</b>	<b>-29,4%</b>
(+) Produits exceptionnels	0,024	5,012			-
(-) Charges exceptionnelles	7,984	9,812	4,858	7,943	63,5%
(-) Dotations nettes sur FRBG	3,831	10,191	13,404	-24,026	-279,2%
(-) Dot. nettes aux provisions réglementées	0,718	-0,869	0,254	0,848	233,9%
(-) Impôts sur les bénéfices	28,121	29,485	26,607	29,381	10,4%
<b>Résultat net</b>	<b>55,465</b>	<b>53,081</b>	<b>67,217</b>	<b>65,129</b>	<b>-3,1%</b>



## ANNEXE 3

### Principaux faits monétaires et financiers en 2005

#### FEVRIER

**1) Les pièces francs, privées du cours légal le 17 février 2002, ne peuvent plus être échangées en euros à partir du 18 février 2005**

**2) Cotation des entreprises : réforme de la cotation des personnes physiques**

Un nouveau dispositif de cotation des personnes physiques recensées dans le FIBEN est entré en vigueur. La cotation est désormais remplacée par l'« indicateur dirigeant », précisant que la Banque de France, et l'IEDOM dans sa zone d'intervention, ne portent pas une appréciation sur la capacité de gestionnaire du dirigeant.

Cette réforme vise à une meilleure différenciation entre les dirigeants n'ayant connu qu'un accident de parcours et ceux responsables de plusieurs dépôts de bilan. Ainsi la durée d'attribution de cet indicateur après un premier échec a été réduite de cinq ans à trois ans, et à l'inverse, les dirigeants de sociétés ayant conduit plusieurs sociétés à la liquidation judiciaire sont traités avec plus de sévérité et se voient attribuer un indicateur défavorable pendant cinq ans à compter du dernier jugement de liquidation judiciaire.

Le nouveau dispositif introduit également un assouplissement des règles d'attribution de l'indicateur pour les entrepreneurs individuels.

**3) Entrée en vigueur de la réforme du prêt à taux zéro**

Le nouveau dispositif du prêt à taux zéro, prévu par la loi de finance 2005, est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2005 et s'applique dans les DOM dans les mêmes conditions qu'en métropole. Cette réforme permet notamment d'inclure dans le financement les acquisitions de logements anciens sans conditions de travaux. Les plafonds de ressources ont par ailleurs été relevés afin d'élargir le dispositif à un plus grand nombre de ménages. Ils sont calculés en fonction du nombre de personnes qui vont habiter dans le logement (18 950 €/an pour une personne, à 35 540 €/an pour cinq personnes et plus). Les établissements de crédit, ayant consenti ces prêts, bénéficient d'un crédit d'impôt qui peut s'étaler sur cinq ans, égal à la somme actualisée des écarts entre les mensualités du prêt à taux zéro, et celles qui auraient été dues avec un prêt accordé aux conditions normales.

#### MARS

**1) Publication de deux arrêtés sur les comptes de dépôt (arrêtés du 8/03/2005, JO du 16/03/2005)**

Le premier arrêté abroge les textes réglementaires interdisant la rémunération des comptes de dépôt à vue.

Le second porte sur l'application de l'article L. 312-1 du code monétaire et financier précisant les principales stipulations devant figurer dans les conventions de compte de dépôt. L'article 1 indique que la gestion d'un compte de dépôt (comptes de dépôts à vue et comptes courants postaux), et notamment ses conditions d'ouverture, de fonctionnement et de clôture, est réglée par une convention écrite passée entre le client et son établissement de crédit ou organisme visé à l'article L. 518-1 du code monétaire et financier. L'article 2 précise le contenu de la convention de compte de dépôt.

#### MAI

**1) Publication du décret organisant le recyclage des pièces et des billets en euros par différents opérateurs de la filière fiduciaire (décret n°2005-487, JO du 19/05/2005)**

**2) Agrément de banque mutualiste ou coopérative accordé à la Caisse régionale de crédit maritime mutuel d'outre-mer (CRCMMOM)**

Le 26 mai 2005, le Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CECEI) a accordé son agrément en tant que banque mutualiste ou coopérative à la CRCMMOM. Cette caisse est née de la fusion absorption des caisses de la Martinique et de la Réunion par celle de la Guadeloupe. La BRED possède 20% du capital de cette nouvelle entité dont le siège social se situe à Pointe à Pitre.

**3) Le CECEI s'est prononcé favorablement sur la redéfinition de l'agrément du Crédit moderne Antilles**

Le Crédit moderne Antilles est désormais autorisé à accorder des crédits aux entreprises et aux professionnels.



## JUILLET

### **1) Reprise de l'agence de la Banque des Iles (BDI) de Saint-Martin par la Banque des Antilles Françaises (BDAF)**

Les deux établissements sont des filiales de la société financière OCEOR du groupe des Caisses d'épargne.

### **2) CALYON cède sa filiale, la Banque française commerciale Antilles-Guyane (BFC-AG), au Crédit Lyonnais**

### **3) Modification de l'agrément accordé à la SOMAFI**

Le 26 juillet 2005, le CECEI a accordé à la SOMAFI l'autorisation d'octroyer à titre accessoire des prêts à des sociétés immatriculées dans les départements français et agréées en matière de défiscalisation outre-mer, en vue de l'acquisition d'équipements productifs neufs qui seront loués exclusivement à des résidents de la Martinique et de la Guyane, départements d'intervention de la SOMAFI.

## SEPTEMBRE

### **1) Poursuite du processus de rattachement des Caisses d'épargne de l'Outre-mer à la Caisse d'épargne Provence Alpes Corse Réunion (CEPACR)**

La Caisse d'épargne de la Guadeloupe a été absorbée en septembre 2005 pour constituer un groupe régional d'agences. Légalement, l'absorption est enregistrée rétroactivement au 1<sup>er</sup> janvier 2005.

## DECEMBRE

### **1) Mouvement social à la Caisse d'épargne de la Martinique**

Ce mouvement, déclenché à la fin du mois de novembre, a pris fin le 12 décembre suite à la signature d'un protocole de fin de conflit entre les représentants de l'établissement et l'intersyndicale. Le protocole d'accord porte notamment sur des augmentations salariales, des embauches de personnels sous contrats à durée déterminée et des modifications de classifications.

### **2) La Commission européenne a approuvé, le 21 décembre 2005, le transfert des activités financières de La Poste à sa filiale**

Suite à l'agrément du CECEI le 30 novembre 2005, et conformément à la loi n°2005-516 relative à la régulation postale adoptée en mai 2005, cette décision constitue la dernière étape du processus de transformation des services financiers de La Poste en établissement bancaire.

## ANNEXE 4

### Répartition des principaux établissements de crédit intervenant dans

#### 6 GRANDS RESEAUX BANCAIRES METROPOLITAINS

Le réseau Banques Populaires	Le réseau Crédit mutuel	Le réseau Crédit agricole	Le réseau BNP Paribas	Le réseau Société générale	Le réseau Caisse d'épargne via Financière Océor
<p><i>Les banques mutualistes et coopératives</i></p> <p><b>BRED</b> Guadeloupe Martinique Guyane Réunion Mayotte</p> <p><b>CRCMMOM</b> Guadeloupe Martinique Réunion</p> <p><b>NATEXIS</b> Guadeloupe Martinique Guyane Réunion</p> <p><b>CASDEN</b> Guadeloupe Martinique Guyane Réunion Saint-Pierre-et-Miquelon</p> <p><i>Les sociétés financières</i></p> <p><b>BRED COFILEASE</b> Guadeloupe Martinique Guyane</p> <p><b>SOFIAG</b> Guadeloupe Martinique Guyane</p> <p><b>SOFIDER-OI</b> Réunion Mayotte</p> <p><b>FACTOREM</b> Guadeloupe Martinique Guyane Réunion</p>	<p><b>FCMAG</b> Guadeloupe Martinique Guyane</p>	<p><b>BFCAG</b> Guadeloupe Martinique Guyane</p> <p><i>Les banques mutualistes et coopératives</i></p> <p><b>CRCAMM</b> Martinique</p> <p><b>CRCAMR</b> Réunion Mayotte</p> <p><b>CRCAMG</b> Guadeloupe</p>	<p><b>BNP Paribas</b> Guadeloupe</p> <p><b>BNP Paribas</b> Martinique</p> <p><b>BNP Paribas</b> Guyane</p> <p><b>BNP Paribas</b> Réunion</p> <p><i>Les sociétés financières</i></p> <p><b>CETELEM</b></p> <p><b>CMA</b> Guadeloupe Martinique</p> <p><b>CMG</b> Guyane</p> <p><b>CMOI</b> Réunion</p>	<p><b>SGBA</b> Guadeloupe Martinique</p> <p><b>BFCOI</b> Réunion Mayotte</p> <p><i>Les sociétés financières</i></p> <p><b>CGA</b> Réunion</p>	<p><b>BDAF</b> Guadeloupe Martinique Guyane</p> <p><b>BDI</b> Guadeloupe (1) Saint-Pierre-et-Miquelon</p> <p><b>CREDIT ST-PIERRAIS</b> Saint-Pierre et Miquelon</p> <p><b>BR</b> Réunion Mayotte</p> <p><i>Les banques mutualistes et coopératives</i></p> <p><b>CAISSE D'EPARGNE DE LA MARTINIQUE</b></p> <p><b>CEPAC</b> Réunion</p> <p><b>CEIDFP</b> Saint-Pierre-et-Miquelon</p> <p><i>Les sociétés financières</i></p> <p><b>SLIBAIL</b> Réunion</p> <p><b>COMPAGNIE DE FINANCEMENT FONCIER</b> Guadeloupe Martinique Guyane Réunion</p>

## les DOM et les collectivités d'outre-mer



*Les sociétés financières*

**GROUPE BOURBON**

**CFB**  
Réunion

**GROUPE ETOILE**

**ETOILE OCEAN INDIEN**  
Réunion

**GENERAL ELECTRIC CAPITAL**

**SOGUAFI**  
Guadeloupe

**SOMAFI**  
Martinique  
Guyane

**SOREFI**  
Réunion  
Mayotte

**REUNIBAIL**  
Réunion

**RR INVESTISSEMENT**

**SAGEFI**  
Guadeloupe  
Martinique

**SCISPM**

Saint-Pierre-et-Miquelon

*Les institutions financières spécialisées*

**OSEO**

**CEPME**  
Guadeloupe  
Martinique  
Guyane  
Réunion  
Mayotte

**AFD**

Guadeloupe  
Martinique  
Guyane  
Réunion  
Mayotte  
Saint-Pierre-et-Miquelon

**DEXIA**

Guadeloupe  
Martinique  
Guyane  
Réunion  
Mayotte  
Saint-Pierre-et-Miquelon

*Etablissement non soumis à la loi bancaire*

**LA POSTE**

Guadeloupe  
Martinique  
Guyane  
Réunion  
Mayotte  
Saint-Pierre-et-Miquelon

*Etablissement non soumis à la loi bancaire*

**CDC**

Guadeloupe  
Martinique  
Guyane  
Réunion

*Institution financière étrangère*

**BEI**

Guadeloupe  
Martinique  
Guyane  
Réunion  
Mayotte  
Saint-Pierre-et-Miquelon

**En 2005**

**46 établissements exercent une activité dans les DOM**

**39 établissements de crédit locaux**  
dont

11 banques  
9 banques mutualistes et coopératives  
17 sociétés financières  
1 institution financière spécialisée  
1 établissement non soumis à la loi bancaire

**7 établissements non installés localement**  
dont

2 banques mutualistes et coopératives  
2 institutions financières spécialisées  
1 établissement non soumis à la loi bancaire  
1 institution financière étrangère  
1 société financière

Directeur et responsable de la publication : A. VIENNEY  
Rédaction : Division OEC  
Editeur et imprimeur : IEDOM – 5, rue Roland Barthes – 75598 Paris Cedex 12  
Achevé d'imprimer : Janvier 2007 – Dépôt légal : Janvier 2007  
ISSN 1779-2215